ANNEXION

CONFÉRENCE

L'UNION CONTINENTALE

PAR

JEAN B. ROUILLIARD

MONTREAL

Vendredi, 17 Mars 1893

25 MILLIEME

LE CHOIX DE MEDIUMS - -

Constitue principalement l'annonce profitable . .
Quand vous songez à annoncer, rappelez-vous que l'impulsion extraordinaire donnée au journal

LE MONDE

par l'adoption d'un programme nettement indépendant, la réorganisation de sa rédaction et de tous les services administratifs ont eu pour effet

de doubler le chiffre regulier de son tirage.

C'est maintenant au commerce et à l'industrie à tirer parti de cette GRANDE PUBLICITÉ DU "MONDE," qui s'adresse à tout le public canadien, SANS EXCEPTION DE PARTI.

☞ Rappelez vous que c'est

LE SEUL JOURNAL INDEPENDANT DU CANADA.

Bureaux, 1650 Notre-Dame, Montreal

Le Cultivateur

LE GRAND ORGANE HEBDOMADAIRE

PUBLIÉ A MONTREAL

1586 Notre - Dame

ABONNEMENT : UNE PIASTRE PAR ANNÉE

CIRCULATION 15,000

DIRECTEUR : J. ISRAEL TARTE

PROPRIETAIRES : L. J. TARTE & FRÈRE

Agents demandés

Jean B. Rouillard

SONNET

LA GRANDE LOI DE L'ANNEXION

A MON AMI J. B. ROUILLIARD

Lorsqu'un bon canadien perçoit qu'il est un homme,
Il commande aussitôt un ménage pour deux.
Il se sent à lui seul trop incomplet, en somme,
Et s'annexe une femme avant d'être trop vieux.

Depuis son aventure au sujet de la pomme,
La femme est annexable en tous temps en tous lieux,
Plus d'un observateur s'étonne de voir comme
Elle attire à ses pieds les pauvres amoureux.

Les deux sexes toujours furent annexionnistes,
Chacun l'est aujourd'hui, le fut ou le sera,
La nature a des droits, messieurs les loyalistes :

Si vous la violentez elle résistera.
Notre jeune pays, malgré la politique,
Saura bien épouser la grande république.

RÉMI TREMBLAY.

Montréal, 15 Février 1893.

M. le Président, Mesdames et Messieurs,

Je crois utile de déclarer avant de discourir, que le Club National, pas plus qu'aucun des chefs politiques des différents partis ne sont responsables des paroles que je prononcerai, des sentiments que j'exprimerai ce soir ; n'ayant pas été consultés, ils ne connaissent absolument rien de ce que je dirai.

Le rôle du Club National se résumant à celui de m'avoir offert la généreuse hospitalité de ses salles.

M. le Président, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'exprimer tout de suite et avant de commencer ma conférence, le grand plaisir que je ressens de voir réuni ce soir, dans la plus grande des cités fondées par les français nos ancêtres, et en aussi grand nombre, la meilleure comme la plus belle partie de l'humanité. Les dames de Montréal, en véritables patriotes ont tenu à démontrer par leur présence, qu'elles sont aujourd'hui encore, comme l'étaient leurs aïeules, favorables à l'union. Aussi l'on ne trouve nul endroit au monde où l'on s'annexe plus heureusement qu'à Montréal, où le célibat est plus rare. Ce n'est pas surprenant puisque l'on sait que le mariage ici n'est pas un esclavage, mais bien une union de cœur et d'esprit, où la seule rivalité permise est dans l'amour, la générosité, le dévouement.

Les fleurs que vous m'offrez, Mesdames, sont bien véritablement l'emblême de votre beauté, de votre bonté ; elles témoignent aussi de la délicatesse de vos sentiments, l'arôme qui s'en dégage embaumant l'atmosphère, fait songer à vos secrets bienfaits, lesquels s'élèvent toujours vers le créateur, comme la prière secrète ou l'aumône généreuse.

M. le Président, Mesdames et Messieurs,

Il y avait une fois... un continent. C'était le plus jeune de la famille, mais il grandissait, quoiqu'il eut cessé d'être espagnol, et peut-être pour cela ; toujours est-il qu'à l'âge où ses frères et sœurs étaient encore en petites jupes, lui, portait fièrement le pantalon et déjà les surpassait en force et en sagesse.

Le grand'père Adam lui avait légué un bien grand lopin de terre, mais loin, bien loin des voies de communications ordinaires, entouré d'eau salée, et peuplé de toutes sortes de vermines ; il y en avait un peu de partout que le souffle de la misère apportait des quatre points cardinaux. Cette vermine portait autant de noms que de costumes divers, et ma foi, il en arrivait qui n'avait ni l'un ni l'autre.

La première chose que faisait généralement ces arrivants était main basse sur le nom de l'Eternel, sur le jour du dimanche et aussi sur tout ce dont ils pouvaient s'emparer depuis le pauvre Africain qu'ils chargeaient de chaînes, l'Indien qu'ils sealpaient, les palais qu'ils dévastaient et les femmes qu'ils souillaient, semant sur leur passage un noir sillon de crimes, de malheur, de honte et de mort.

Voilà l'entourage que le jeune continent Améric eût d'abord à subir ; mais grâce à la merveilleuse nature dont il était doué, à une force prodigieuse et sans parallèle dans l'histoire, grâce surtout à un esprit juste, à un cœur droit, petit à petit, et chaque jour,il prenait des forces et les utilisait en faisant disparaître la vermine de toutes sortes, qu'elle fut chantante et priante ou audacieusement méchante ou cruelle. Tous les esclavages furent abolis et ce qui pouvait nuire au bonheur humain fut décrété être le mal.

Aujourd'hui la plus grande somme de bonheur possible en ce monde, est obtenue par le plus grand nombre sur le plus jeune des continents connus. Pourtant, il a été peuplé essentiellement

par la vermine de tous les pays du monde, soit, mais n'oublions pas que l'homme préfère naturellement être bon qu'être méchant, que, même dans les vieux pays, l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'on constate que le nombre des hommes bons est plus grand que celui des méchants ; il n'est donc pas surprenant que nous trouvions maintenant en Amérique le *nec plus ultra* de l'humanité, étant donnés les avantages naturels, lesquels après tout, finissent toujours par triompher, car enfin on y trouve la récolte humaine dont la semence se fait depuis des milliers d'années dans tous les sols, sous tous les climats.

Cette récolte incomparable, supérieure à tout ce que l'humanité ait rêvé dans le passé, se trouve réelle, vivace, agissante sur notre jeune continent, dont la tête froide et bien équilibrée touche au pôle Nord, ses pieds se réchauffent à la terre de feu, au pôle Sud, ses bras se baignent, l'un dans l'océan Atlantique et l'autre dans l'océan Pacifique.

C'est cet adolescent que l'univers entier fête cette année. Nous, Canadiens, serons-nous de la fête ? Et sera-ce à titre d'étrangers, d'amis ou de parents ?

En ce qui nous concerne, nous préfèrerions que le Canada entrerait *dans la famille*, car notre position géographique nous permettrait d'être un peu de sa tête et beaucoup de son cœur. Déjà le flot commercial, à travers ses artères, nous affecte, ses pulsations indiquant sa fièvre ou la nôtre.

Enfin, il ne manque aux différentes sections qui constituent le continent d'Amérique pour le compléter, le rendre absolument indépendant du vieux monde usé, qu'une seule chose : l'union.

Oui, c'est elle qui permit aux différents Etats qui jouissent aujourd'hui de leur grande prospérité, d'obtenir l'indépendance, qui la leur assura ; c'est l'union des volontés, des cœurs et des bras, qui feront bientôt un Canada libre, dans une Amérique libre, car nous sommes de ceux qui croient que l'étoile de nos destinées doit être dans la constellation politique où l'on trouve déjà quarante-quatre étoiles de première grandeur ; ces étoiles, ainsi que la nôtre, celle des Canadiens-français surtout, nous sont chères, aussi aimons-nous à espérer voir bientôt scintiller notre emblême dans ce firmament politique, nous rappelant que les roses et les lys se fanent, le lion et le léopard vieillissent, le soleil se couche, la lune s'éclipse, seule l'étoile rayonne toujours et sert éternellement de guide certain à tous les voyageurs comme à tous les pilotes.

LA CAUSE RÉELLE DE NOTRE ASSERVISSEMENT

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je n'aurais pas osé aborder le sujet que je dois traiter ce soir, si je ne savais que cette grande question, l'union politique des différents pays qui constituent l'Amérique du Nord, reçoit l'attention des hommes les plus autorisés, que des écrivains consciencieux, des orateurs éloquents, entraînants, des politiques convaincus, après avoir étudié longuement et savamment, sont arrivés, comme moi, à la conclusion que l'étude de cette question devenait nécessaire, impérative même, pour tout citoyen, pour tout américain, qu'il soit newyorkais ou acadien, vermontais ou canadien.

C'est une question qui s'impose, et de sa solution favorable dépend le bonheur, non seulement de notre génération, mais de bien des générations à naître.

En effet, de nouveau notre continent se trouve en présence d'un gigantesque problême à résoudre, ses populations se trouvent aujourd'hui dans une position identique à celle qu'occupaient ceux qui peuplaient l'Amérique du Nord en 1776, date glorieuse de la déclaration de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique. A cette date à jamais mémorable qui marquait l'époque de l'émancipation de la plupart des populations blanches qui habitaient l'Amérique du Nord, était aussi celle qui permettait de perpétuer l'esclavage des noirs et accentuait en même temps l'isolement des anciennes possessions françaises conquises par les armées mercenaires de l'Angleterre.

La première conséquence de cette grave erreur politique fut une guerre entre le gouvernement des Etats-Unis et l'Angleterre, la perte de part et d'autres, de bien des vies précieuses et de plusieurs millions.

La deuxième conséquence fut la guerre de 1861–65, la plus désastreuse des temps modernes, au point de vue du nombre de vies sacrifiées, de millions engloutis, d'intérêts en jeu.

Le triomphe définitif des armées qui combattaient pour la liberté de *tous*, fut couronné par l'émancipation de *tous*, et l'esclavage devenait chose du passé.

Pourtant l'exemple de protestation, de rebellion même, auquel durent avoir recours les colons anglais de la nouvelle Angleterre, ne fut pas suivi par ceux de la nouvelle France.

Pourquoi ?

Parce que cette population composée pour la plupart de paysans et d'anciens militaires habitués à suivre des chefs, ordinairement des nobles, n'en ayant plus,— car ces derniers s'étaient presque tous rapatriés en France après la conquête,— ne surent penser ni agir par eux-mêmes, et acceptèrent avec bonheur la tutelle du clergé catholique français, et que celui-ci royaliste convaincu, croyant alors sincèrement au droit divin des rois et et de leurs représentants, contemplait avec horreur le progrès des idées républicaines qu'il confondait volontiers ensemble avec celles des libres penseurs en religion. Ce n'est que très lentement que le clergé catholique s'est dégagé de ces attaches traditionnelles et l'unanimité était loin de régner chez lui à ce sujet, à tel point, que pendant que le clergé catholique américain exaltait les vertus héroïques et chrétiennes des rebelles américains morts glorieusement en combattant pour la liberté de l'Amérique, certains membres du clergé catholique canadien-français refusaient la sépulture sacrée aux patriotes canadiens-français morts dans les mêmes circonstances, au champ d'honneur, et n'ayant d'autre tort que celui d'avoir été encore plus héroïques en combattant contre des ennemis mille fois plus nombreux. Ce clergé était devenu tellement souple, tellement anglais de fait, que certains évêques *français firent* chanter, dans leurs Eglises à Québec, des *Te Deum* à l'occasion des défaites qu'éprouva la France républicaine.

Oh ! l'on rencontrait bien par ci, par là, quelques braves curés patriotes demeurés catholiques français quand même, mais le gros du clergé catholique au Canada était devenu anglais de sentiments et d'aspirations plutôt que d'être français catholique républicain.

Ce sentiment de haine anti-républicaine que l'on remarque parmi le clergé catholique d'origine française au Canada, est la conséquence des traditions perpétuées dans les collèges, dans les écoles où l'on avait l'abitude de représenter la république comme la forme de gouvernement la plus cruelle, la plus injuste, la plus couverte d'opprobres, où la vertu était condamnée et le vice loué ; bref, les émigrés français, abbés, prêtres ou évêques, continuaient au Canada la même guerre contre la nation française en république, que leurs nobles frères, qui servaient sans rougir de honte dans les différentes armées coalisées, que commandaient les différents tyrans de l'Europe, et s'efforçaient d'écraser la France pour pouvoir règner sur elle.

Voilà ce qui explique comment il se fît que les Canadiens-Français ne profitèrent pas de l'occasion pour s'émanciper, pour devenir des hommes libres, dans un pays libre et préférèrent demeurer colons anglais sous la férule anglaise.

Mais graduellement, le contact qu'amenaient les relations commerciales et industrielles avec la population plus instruite et plus éclairée des Etats-Unis, se déteignit sur celle du Canada ; certains hommes politiques, audacieux au possible, osèrent murmurer tout bas au Canada, que l'on pouvait être républicain sans être criminel, puis des journalistes, ces pionniers des grands progrès humains des temps modernes, affirmèrent hautement que l'on pouvait être contre la royauté et bons chrétiens, bons catholiques. Ah ! c'est alors qu'il y eût du bruit dans Landernau, l'atmosphère en exhalait comme une odeur de souffre tant elle était imprégnée d'anathèmes et ce ne fut que l'eau bénite de l'ablégat du Pape, Monseigneur Conroy, qui réussit à la purifier. Il était réservé au chef suprême de l'Eglise catholique du monde entier, à Sa Sainteté Léon XIII de donner le coup de grâce à l'esprit d'intolérance politique ; en effet ce grand Pape, type le plus pur du parfait républicain, admettait que les peuples ont le droit de se choisir leurs gouvernants. En cela il faisait absolument comme le fait la Sainte Eglise Catholique, Apostolique et Romaine, dont les chefs sont élus après scrutin. Aujourd'hui, l'on n'a pas plus le droit de représenter une république comme une marianne dévergondée, que l'on a le droit de représenter la monarchie, couverte des oripeaux satanniques.

Maintenant que j'ai expliqué comment il se fait que les colons français ne firent pas comme les colons anglais en 1776, permettez-moi d'étudier avec vous les principales raisons qui empêchèrent les américains libérés des chaines anglaises, de porter leur frontière jusqu'aux deux océans :

Les Etats les plus commerciaux et industrieis de l'Union américaine des Etats du Nord et de l'Est avaient graduellement accompli l'émancipation des esclaves, cet affreux chancre emporté d'Europe par l'aristocratie qui avait émigré en Amérique ; tandis que les Etats du Sud qui étaient surtout des pays agricoles, où des étendues considérables de terrains appartenaient à un seul individu, tenaient non seulement à maintenir l'esclavage dans ses limites mais s'efforçaient de l'étendre dans les nouvelles contrées qu'ouvraient la colonisation dans sa marche triomphale vers le soleil couchant. Dans ces circonstances, il n'est pas sur-

prenant que le gouvernement des Etats-Unis, contrôlé comme il l'était jusqu'en 1860 par l'élément esclavagiste, ne désira pas plus qu'il le fallait, l'entrée dans l'Union américaine, d'une contrée plus grande comme étendue que tous les Etats-Unis ensemble, et possédant déjà une forte population anti-esclavagiste, et certes à leur point de vue politique, ces hommes d'Etat avaient raison. Depuis cette date, il y eût de nouveaux intérêts en jeu : l'esclavage ayant été aboli, les Etats du Sud n'avaient plus à nous redouter à ce sujet, mais le parti aux affaires semblait se demander si notre admission dans l'Union américaine ne ferait pas entrer une force inconnue dans le jeu des partis, si enfin il n'y aurait pas au Canada plus de Démocrates que de Républicains, et ayant le pouvoir en mains, ayant alors la grande majorité populaire, ils crurent qu'il valait mieux laisser "*well enough alone.*"

Aujourd'hui, toutes les causes des différentes conditions que j'ai énumérées, sont changées, les anathèmes sont réservés pour les méchants et l'on voit le chef de l'Eglise bénir la République ; l'esclavage, avec la malédiction qui suit toujours son cortège est disparu comme un vilain cauchemar, et il ne reste plus qu'une chose à faire pour unir ensemble tous les membres de la grande famille américaine qui couvre le nord de ce continent ; *effacer la frontière artificielle* que l'intérêt de l'Angleterre a élevée entre nous et nos voisins et accepter celle que Dieu a établie entre l'Angleterre et le Canada, l'océan avec ses immenses étendues d'eau salée, amère comme les pleurs des millions de sujets que l'Angleterre exploite sous tous les climats.

SOPHISMES OFFICIELS

Les "canadiens-français qui vont aux Etats-Unis perdent la foi," c'est l'argument suprême des torys officiels contre l'union continentale. Si tel était le cas, ce serait en effet un puissant argument contre l'annexion, mais il faudrait que le niveau moral de nos concitoyens aux Etats-Unis soit tombé bien bas. Or nous sommes en état de dire qu'il n'en est rien, que nos concitoyens vivant aux Etats-Unis ont au contraire progressé, au triple point de vue de la fortune, de l'éducation et de la morale.

Il y a aux Etats-Unis plus de Canadiens-français enrichis par leurs efforts, qu'il y en a au Canada ; nous y trouvons même des Canadiens-français millionnaires dont la fortune fut acquise par

eux-mêmes et non héritée ; où trouver le Canadien-français millionnaire au Canada ?

Au point de vue de l'instruction, de l'éducation, peut-on trouver, même dans la métropole du Canada, Montréal, une seule bibliothèque française publique ? Des écoles publiques gratuites du jour et du soir ? Des institutions comme l'Institut Cooper, par exemple, où le jeune homme, où la jeune personne peut gratuitement, le jour ou le soir, s'instuire, non-seulement dans les sciences, mais même dans les arts pratiques ? Oui, dans cette institution modèle, celui qui veut, peut, sans qu'il lui en coûte un centin, apprendre n'importe quel art libéral, et, chose admirable, en terminant son éducation, il a une place toute trouvée pour gagner honorablement sa vie.

C'est l'œuvre d'un simple particulier, Peter Cooper, un ancien menuisier qui, ayant eu la bonne fortune de s'enrichir, voulut, dans la mesure de ses forces, sans ostentation aucune, faire autant de bien que possible. Ah ! pourtant, nous connaissons au Canada des corporations religieuses, cent fois plus riches que ne l'était Peter Cooper, et dont la profession publique est la charité, qui n'ont pas songé un instant à en faire autant.

A peu près tous les journalistes qui comptent dans la Province de Québec, ont poussé le cri d'alarme en constatant par la statistique officielle que le flot de l'émigration aux Etats-Unis allait toujours grandissant.

Quelques écrivains n'ont pas rougi de s'en réjouir et certains charlatans politiques qui posent à l'homme d'état, phonographes humains répétant des sons sans en comprendre la portée déclaraient publiquement que c'était vraiment providentiel de voir ainsi nos compatriotes jouant le rôle de missionnaires, de civilisateurs portant au loin le flambeau de la foi.

Ce serait à faire pouffer de rire si ce n'était lugubre à faire pleurer.

Le fait brutal le voici : Nous avons un beau pays, un superbe climat, sol fécond, riches forêts, fleuves incomparables, en un mot, nos avantages matériels sont incontestables, nous avons de plus une population virile, saine, industrieuse, sobre, religieuse, économe, honorable, la famille où règne la vertu enfin, et nonobstant tout cela, plus de la moitié de notre population est déjà émigrée aux Etats-Unis. Puisque ce n'est pas attribuable à notre climat, ni à notre sol, c'est donc la faute du système politique qui nous régit, si notre population s'expatrie ? Il est évident

que ce n'est pas pour jouer le rôle de missionnaire aux Etats-Unis que le cultivateur abandonne sa terre, que l'ouvrier, s'éloigne avec lui, en se séparant de ce qu'il a de plus cher au monde, sa famille, ses amis, sa patrie.

Le remède est tout trouvé pour faire cesser cet état de choses, c'est d'adopter la politique qui a si bien réussie à nos voisins ; et comment pourrait-on les mieux imiter qu'en adoptant les mêmes tarifs, les mêmes lois ?

Bref, en s'annexant à eux l'on assurerait la même indépendance à la Province de Québec, que possède chaque Etat de l'Union américaine et les conditions mercantiles et industrielles étant devenues les mêmes, l'on obtiendrait la même prospérité.

Ce sera en vain que les sycophantes venus de la métropole anglaise, essayeront d'effrayer notre population à l'avenir, avec l'épouvantail qu'ils emploient depuis la capitulation. Le masque, *leur* masque est tombé, le fait brutal est là : Le gouvernement fédéral vient de donner pleine et entière liberté d'action à ses partisans de voter pour ou contre l'abolition de la langue française et des écoles catholiques.

Ce gouvernement admet donc qu'une majorité quelconque du parlement fédéral, dans des circonstances fortuites, pourrait décréter l'abolition de droits acquis ou concédés à une minorité dans n'importe quelle province ? C'est de fait le principe que consacre le gouvernement actuel.

Dans l'Union Américaine la chose serait impossible et ne pourrait plus avoir sa raison d'être.

Du reste, la presse indigo elle-même reconnaît qu'il y a déjà depuis longtemps aux Etats-Unis, une population canadienne française égale à celle de la Province de Québec, l'a-t-on jamais entendue dire que les Canadiens-français fussent persécutés ou que leur religion fut insultée ? Jamais !

Cependant, ils sont disséminés dans différents Etats et non en un groupe compacte comme ils le deviendraient par l'annexion de notre province.

Oh ! s'écrient encore les hypocrites, nos compatriotes perdraient leur foi !

Voyons un peu ! Les canadiens qui demeurent aux Etats-Unis sont-ils moins bons catholiques que nous ?

Leurs enfants sont-ils plus ignorants que les nôtres ? Ont-ils moins d'avantages ? Enfin, sont-ils descendus dans l'échelle

morale, intellectuelle et matérielle? Certes, on n'a qu'à lire leurs nombreux journaux, si bien faits, remplis de patriotisme éclairé, on n'a qu'à aller le dimanche à leurs Eglises, bondées de fidèles, entendre leurs prédicateurs prêchant en français, entrer dans leurs résidences, où règne le bien être, pour être certains que nos compatriotes des Etats-Unis n'ont pas dégénéré et ne sont pas persécutés, et qu'ils vivent parmi une population d'hommes instruits, tolérants, généreux, à vues larges, qui ne nourrissent pas comme le font les orangistes qui gouvernent maintenant le Canada, une haine féroce, implacable contre tout ce qui est catholique, que ce catholique soit français, irlandais ou autre. Du reste, si la statistique compte pour quelque chose, elle nous démontre que depuis vingt ans, il y a eu plus de canadiens-français catholiques condamnés au Canada qu'il n'y en eut aux Etats-Unis dans le même laps de temps, que ces peines fussent la prison, le fouet ou la potence.

L'intolérance politique et religieuse du parti tory et de ses alliés fut telle, qu'ils exigèrent et obtinrent la destruction de l'Institut Canadien, qui avait des attaches au parti libéral, et pendant que l'on prenait le prétexte religieux pour détruire l'Institut Canadien, dans le même temps, et pour ainsi dire, du même souffle, les chefs du parti tory catholiques canadiens-français faisaient une alliance avec leurs ennemis jurés et organisèrent l'alliance orange-bleu qui portait au pouvoir et l'y maintenait, ce curieux mélange d'hypocrisie politique et d'intolérance religieuse et nationale.

L'UNION NON L'ASSIMILATION

Certaines personnes redoutent que l'entrée de la province de Québec dans l'Union Américaine soit le signal de son asservissement et que nous nous trouvions jetés dans les flots d'un océan ... anglo-saxon.

Il y a déjà longtemps qu'on nous y a jetés dans les flots de l'océan.... anglo-saxon.

En 1867, la Confédération du Canada nous était imposée par la métropole anglaise, pour mieux unir les différents éléments anglo-saxon et lui permettre d'étouffer plus facilement les aspirations des canadiens-français, et depuis cette date néfaste, la

politique de la Confédération du Canada n'a cessé un seul instant d'être dirigée de manière à affaiblir l'élément franco-canadien, au point que Sir George Etienne Cartier, l'un des pères de la Confédération, qui avait cru un instant que ce corps politique serait une sauvegarde, étant sous l'ombre des ailes de l'ange de la mort, disait : " Défiez-vous de Sir John, c'est le plus dangereux ennemi des canadiens-français." Ces paroles furent rendues publiques par un autre grand cœur, feu l'Honorable Sénateur Trudel, qui, se sentant mourir, les écrivait durant sa longue et exemplaire maladie et les publiait dans son journal peu de temps avant sa mort, pour prémunir les canadiens-français contre leurs adversaires secrets, les torys.

Le gouvernement de la Puissance du Canada n'a jamais eu d'autre politique que celle de l'assimilation des canadiens-français. Aussi n'a-t-il pas payé des sommes fabuleuses pour importer au Canada les étrangers au pays alors même que nos compatriotes s'expatriaient par centaines de mille aux Etats-Unis ?

A-t-il jamais voulu consentir ce gouvernement si paternel, à déduire une faible partie de ces montants pour secourir ou aider à garder les canadiens-français au Canada ? Jamais.

Actuellement, n'importe-t-il pas à grands frais des étrangers ?

Mais nous y sommes dans l'océan...anglo saxon et nous nous y noyons. N'est-il pas vrai que le gouvernement d'Ottawa, après avoir trompé l'épiscopat catholique du Manitoba pour obtenir son assentiment à la réorganisation politique du Nord-Ouest, refuse maintenant de faire respecter les engagements pris avec lui et que l'on y a décrété l'abolition de l'usage de la langue française ainsi que son enseignement dans les écoles, tout comme en Prusse, quoi ?

Mais c'est au moment même où nous nous noyons, que l'on veut nous effrayer par la menace de nous jeter à la mer. Cela ne peut avoir de bien grande terreur pour nous. Ne sommes-nous pas dans la position de ce pauvre voyageur canadien-français, au service de riches anglais, exploiteurs de nos forêts ? Il était sur la *drive* et tomba à l'eau, dans un courant rapide qui l'entrainait à une mort certaine ; il poussa quelques cris : " Au secours, puis, oh ! mon Dieu ! Je me noie ! " Heureusement pour lui, un chasseur américain entendant ces cris, prend sa course, saisit une branche et la lui tend en criant : " Never mind ; qu'est-ce qu'il dit ? never mind the mon Dieu but *grip* the branche and I will save you " † le Canadien fut sauvé.

C'est précisément notre position, nous nous voyons entraînés par un terrible courant, nous sommes trop affaiblis pour en sortir seuls sans aide. Les américains nous tendent la main ; acceptons leurs offres, comme l'a fait du reste, déjà plus de la moitié de l'élément qui parle français, sur ce continent, et nous serons sauvés.

RÉPUBLIQUE CATHOLIQUE

Alors que la ville aux sept collines était dans sa plus grande splendeur, naissait, dans une de ses possesions perdues, celui qui devait donner à l'humanité le plus parfait idéal du beau, du bon, du juste, en religion comme en politique.

Dans ses enseignements il reconnaissait l'égalité des consciences devant l'éternelle justice, prêchait le mépris des richesses, et se donnait lui-même comme le plus sublime exemple d'abnégation, de charité.

Après sa mort, ses successeurs subirent pour la cause de la liberté de conscience, la persécution de tous les pouvoirs arbitraires et tyranniques, la spoliation de leurs biens, l'exil, la torture, la mort.

C'est ainsi que s'établit graduellement dans un monde enchaîné jusqu'alors par un despotisme religieux, militaire, ignorant, la seule république religieuse et politique qui ne reconnait de véritable supériorité que la vertu et dont l'unique qualification de citoyenneté est l'instruction. En effet, pour être citoyen de l'Eglise catholique il faut être instruit, qualifié, vertueux.

A-t-on jamais vu dans le monde entier un collège choisir un ignorant pour en faire un prêtre catholique ? Et lorsque le choix se fait d'un dégré plus haut, d'un évêque, c'est encore parmi les érudits, les savants, les éminents par leur vertu et leurs connaissances, qu'ils sont élus, et il en est ainsi jusque pour le choix du chef suprême de l'Eglise, le Pape, dont l'élection se fait au scrutin secret. Mais c'est réellement, en religion, ce qui se pratique en politique actuellement pour la gouverne de la nation américaine, à cette exception près, que dans la religion catholique, le terme d'office est pour la vie, et que pour en être citoyen électeur il faut être instruit et vertueux, tandisque telle qu'appliquée dans les différentes républiques purement politiques, l'élection est pour un terme d'années variant de deux à dix ans et il n'y a

aucune qualification requise de l'électeur sauf quelquefois une qualification monétaire.

Donc, puisque le christianisme est essentiellement et avant tout républicain dans son idéal, dans son essence comme dans sa pratique, n'est-ce pas par trop ridicule de prétendre que l'on ne puisse l'être aussi en politique ?

Du reste, le système républicain appliqué en religion comme en politique, possède une supériorité indéniable, indiscutable, car il ne pourrait, comme l'hérédité, donner des chefs ou des pontifes ignorants, vulgaires, criminels même, comme le furent certains Czars de Russie, des sultans de Turquie et même quelques rois d'Angleterre.

Qu'il soit vrai que des monarchies se soient fait, de la religion républicaine, un manteau pour couvrir leurs iniquités c'est un fait indubitable, mais un manteau, fut-il même volé, ne perd pas son efficacité, sa valeur comme manteau.

C'est aux populations de conserver pour eux le plus précieux héritage, la liberté que l'Eglise républicaine leur a léguée, le droit d'écouter sa conscience, le devoir de faire le bien, le privilège de se choisir soi même, périodiquement des fonctionnaires chargés de la chose publique.

Aussi, sommes-nous fiers d'être républicains cathcliques et confiants que bientôt l'immense majorité de notre population dira comme nous en favorisant l'union politique de notre province à la grande république ; et lorsque ce sera arrivé, l'on ne craindra plus de voir violer la constitution par un tyranneau quelconque, outil des orangistes, et qui jouit actuellement d'un portefeuille de ministre comme récompense de la trahison de ses nationaux.

Cela nous ramène au récent affolement électoral de la population *canadienne-française* de la Province de Québec. Nous soulignons *canadienne-française*, car les autres races et aspirations politiques n'étaient pas affolées, au contraire, elles affolaient.

C'étaient elles qui criaient *au voleur* à tue-tête, comme le disait cyniquement dans une assemblée il n'y a que quelques jours, le violateur de la constitution, l'ex-lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, maintenant ministre, représentant l'élément *français* dans le cabinet d'Ottawa, par la grâce *des anglais*.

Comparant la constitution à un mur, il dit à ses auditeurs qu'il ne l'avait pas démolie mais qu'il avait enjambé par dessus. Ce droit de jambage qu'il reclamait sien, prêtait bien le *flanc*, et

venant de lui, fit sourire les uns et pencher le front aux autres. Ceux-ci pensaient-ils à M. de Bascuissard, à son origine, et à ce qu'il montra en exerçant ainsi son droit de jambage?

N'importe, il demeure constaté actuellement par la bouche même d'un ministre de la Couronne, qu'il a été permis à un lieutenant-gouverneur d'*enjamber* par dessus la constitution et par dessus les lois. Que font de plus les violateurs des lois, assassins, voleurs ou parjures? Rien, ils *enjambent* par dessus les lois et les murs pour commettre leurs crimes pour se sauver après avoir aussi affolé les intéressés.

Que serait-il advenu si, répondant à un organe tory qui conseillait la violence, l'usage d'arguments de plomb par des fusils éloquents, les citoyens armés de la constitution et de bons fusils se fussent emparés du monsieur, qui, dédaigneux des moyens ordinaires, *enjambait* par dessus le mur, et l'eussent puni là et alors comme il le méritait? C'eût été le commencement d'une guerre civile, n'est-ce pas, et pourtant voilà ce à quoi ce produit du droit de jambage nous a exposés.

Heureusement que tout le peuple n'était pas affolé, et encore plus heureux est-il pour la Province que les chefs libéraux gardèrent leur sang froid; ils préférèrent demeurer strictement en dedans de la légalité comme le font les honnêtes gens, et aujourd'hui, le peuple loyal, honnête, éclairé, qui respecte les lois et veut les faire respecter, cesse d'être affolé et reconnait bien les enjambeurs, il en gardera rigoureusement mémoire et lorsque bientôt, le jour de la rétribution arrivera—le grand jour du scrutin—chacun en présence de sa conscience avec le souvenir vivace, *des seigneurs au droit de jambage*, fera sa croix comme on en fait le signe pour chasser le mauvais esprit et le renvoyer légalement d'où il est sorti illégalement pour faire le mal.

Ce sera alors le commencement de l'ère de la LIBERTÉ.

ANGERS RASSASIÉ, NUL NE DOIT AVOIR FAIM

Récemment, les journaux torys annonçaient que ce même hon. ministre *enjambeur*, l'irresponsable patriote, réfugié au sénat, a proclamé à une foule, dans Ontario, que le Canada *lui suffisait*, *à lui*, et que si les Canadiens connaissaient bien leur pays, ils ne songeraient jamais à l'annexion. Il a même eu l'audace de parler des quelques personnes qui reviennent des Etats-Unis, alors que dans un grand nombre de paroisses, les maisons

de rangs entiers sont vides, les anciens occupants étant partis pour les Etats-Unis. Il a aussi annoncé qu'il était là comme messager d'amitié de la part des Canadiens-français de la Province de Québec. Sans rire, sans rougir, il a débité tout cela à un auditoire en grande partie composé de ceux qui veulent légaliser l'abolition de la langue française !

Nous comprenons parfaitement le ministre irresponsable, lorsqu'il déclare que le Canada *lui suffit à lui*; en effet, il est probable que si le Canada, si la Province de Québec même, était dans l'Union Continentale, l'honorable monsieur n'occuperait pas la même position exaltée, car le million et quart de Canadiens-français qui préfèrent gagner leur vie aux Etats-Unis, plutôt que de crever la faim ici, feraient entendre leurs voix, lesquelles seraient comme un long et retentissant glas funèbre, à un enterrement de première classe; politiquement ce serait le sien; bien plus, ce serait le coup de mort des sycophantes qui vivent de politique et se maintiennent au pouvoir en faisant la sale besogne des ennemis des Canadiens-français.

Il n'est donc pas surprenant que certains messieurs qui sont payés comme ministres ou comme employés fédéraux à Ottawa, ne veulent pas comprendre les angoisses de ceux qui voient partir chaque jour des parents les plus chers, des amis les plus dévoués ?

Ah, oui, le Canada suffit, tel qu'il est, à ces bureaucrates engraissés ; n'ont-ils pas des honneurs nouveaux pour les récompenser s'ils savent bien se moquer de l'opinion publique, s'ils savent rire lorsque leurs concitoyens pleurent, s'ils peuvent surtout festoyer gaiement avec les ennemis de leur race, alors même que la noire misère fait blémir les femmes et les enfants de leurs concitoyens absents sur une terre étrangère ?

Vous vous trouvez bien au Canada *tel que vous êtes*, tel qu'il est; M. le ministre, cela se comprend parfaitement; vous êtes comme le Lord anglais qui trouve que l'Irlande ne saurait être mieux gouvernée. Lui, le Lord anglais est tory comme vous, et tous deux vous êtes parfaitement satisfaits. Mais, les Irlandais sont-ils satisfaits, eux ? Plusieurs millions disent que non, puisqu'ils dûrent comme nos pauvres Canadiens-français secouer la poussière du pays gouverné par un régime tory, maintenu au timon des affaires par de gigantesques monopoles, ces corps sans âmes, sans cœur, qui ont les bras longs, forts et souples comme les tentacules du plus grand des monstres marins et ne savent, ne peuvent connaître autre chose que le plaisir d'absorber, après

avoir d'abord étouffé et broyé, cloaque politique immonde où vont sombrer les intérêts et l'honneur national.

Ah ! depuis longtemps l'on se moquait, en haut lieu, des Irlandais, de leurs efforts stérilisés, tout comme l'on se moque aujourd'hui des pleurs des mères canadiennes-françaises, désolées, qui voient partir leurs chers enfants, chaque jour. Attendez ! oh ! vous n'en avez pas pour longtemps à attendre messieurs les torys. Bientôt les pauvres Irlandais chassés de leur pays, comme les Canadiens le sont du leur, devenus forts par le nombre, par l'esprit et surtout par le cœur, se rappelant toutes les ignominies subies, toutes les injustices souffertes, seront en mesure d'appliquer la peine du talion *dent pour dent, œil pour œil ;* ce sera alors que les Canadiens-français auront bonne mémoire, car comme les Irlandais, ils sont reconnaissants et n'oublient pas les services rendus.

Lorsque le gouvernement des Etats-Unis eût à élever des remparts humains contre ses ennemis, les poitrines irlandaises ne manquèrent pas pour arrêter les balles, et les Canadiens-français aussi savaient se montrer reconnaissants, car quarante-trois mille de leur nombre le prouvaient en affrontant la mort durant la dernière guerre pour la défense de l'Union Américaine, dont le gouvernement est le plus généreux, le meilleur des gouvernements au monde. C'est le gouvernement par le peuple, pour le peuple. Il n'a jamais dit, lui : *No Irish need apply*, ni : *No French Canadian need apply.*

Au contraire, il place tous les citoyens et leurs enfants sur un pied de parfaite égalité, au scrutin ou à l'école. Il sait aussi donner gratuitement une terre à celui qui veut cultiver, et assure l'éducation pratique à qui veut étudier et s'instruire.

En fait-on autant au Canada ?

Que ne feraient pas de nouveau les Canadiens-Français et les Irlandais pour la défense de leur patrie adoptive, si elle était en danger ! !

Le moment n'est-il pas arrivé de se coaliser pour libérer leur patrie respective ? N'est-il pas temps, plus que jamais, de s'entendre, de s'unir pour obtenir par une action commune cette libération ?

CES AFFREUX AMÉRICAINS

Il est facile de voir en lisant les journaux toys du Canada, que les Américains sont des terribles gens et en pleine décadence, qu'ils n'entendent absolument rien aux affaires pas plus qu'aux choses de la politique. Pourtant, ils n'auraient qu'à consulter les torys politiques pour en apprendre bien long. Ce n'est qu'hier encore, que certaine feuille azurée tremblait d'une sainte colère en constatant que le gouvernement américain dépensait follement des millions de piastres à payer pension aux anciens patriotes qui avaient commis la bétise grande d'aller se battre pour le maintien de l'Union américaine : " Ah, s'écrie-t-elle, quel gaspillage ! ! "

Il est bien vrai, en effet, que le gouvernement américain préfère payer des pensions plutôt que d'économiser comme le fait le gouvernement canadien et la plupart des gouvernements torys de l'Europe, lesquels considèrent plus économique de ne donner aux vieux héros que le droit de mourir de faim ou celui de mendier. Serait-ce l'application de ce principe qui fait que l'on rencontre autant de mendiants au Canada et dans les autres pays gouvernés pas le système que préconise l'école tory ?

Aux Etats-Unis, ces *arriérés d'Américains* s'imaginent qu'il faut gouverner *par le peuple et pour le peuple.* Erreur fatale, car ici c'est différent, les politiques de progrès qui nous régissent gouvernent par l'aristocratie importée à grands frais, pour n'importe quelle autre aristocratie ; ce n'est évidemment pas du tout la même chose qu'aux Etats-Unis.

Donc, il découle nécessairement que le système américain doit être mauvais !

Et puis les Américains sont barbares, cruels à faire frémir, ainsi que l'établit cette même feuille en citant l'exécution sommaire d'un pauvre nègre qui n'était coupable que d'avoir violé *jusqu'à mort* une petite fille de quatre ans. Ce n'est pas sous un régime anglo-royaliste que se passeraient des scènes aussi révoltantes, *Oh shocking !*

Certes non, et ceux qui disent qu'aux Indes les troupes anglaises attachaient à la gueule des canons les révoltés et les lançaient ainsi dans l'éternité par dizaines, par centaines, par milliers de victimes par jour, ont évidemment la berlue. Ce sont

aussi probablement de ces mêmes menteurs, qui aiment la République comme forme de gouvernement, qui écrivent qu'au Canada, par exemple, les autorités ayant mis la main sur un misérable traître annexionniste rebelle, après lui avoir fait un procès *ad hoc*, le condamnèrent à être d'abord pendu, puis écartelé ; ses membres découpés et cloués en différents endroits publics, durent servir d'épouvantail à la population et de nourriture aux vautours.

Ce sont encore ces méchants écrivains républicains, sans doute, qui travestissent l'histoire, en disant que le gouvernement anglais a fait exécuter les patriotes de 1837-39 ! ! Ce doit être le contraire, car s'il y eut eu des exécutions au Canada—ce qui est douteux du reste,—ce serait des loyalistes qui auraient été exécutés par les méchants rebelles ? ? ?

Ah ! ces écrivains américains, ces affreux annexionnistes ont toutes les audaces, ainsi, n'essaient-ils pas à faire croire au public qu'il y eût dans leur pays une grande guerre en 1861-65, pour l'abolition de l'esclavage ? Qu'au lieu de massacrer ou de vendre les esclaves ils les émancipèrent gratuitement ? Qu'après s'être battus pendant quatre ans et avoir vaincu les rebelles qui combattaient contre le gouvernement, ils mirent bas les armes, ouvrant tout grand leurs bras aux ennemis d'hier, sans en torturer un seul, sans en pendre un seul, sans même en fusiller un seul ?

Tout ça, c'est trop fort, ne prenez pas la presse tory pour une naïve mascotte, ne croyez pas la berner ; cette bonne presse tory connait mieux que cela, elle sait que vous Américains, vous êtes des cruels, des méchants, des irréligieux ; donc, vous devez avoir torturé, pendu, fusillé, exilé, vendu en esclavage vos ennemis ! Vous, féroces Américains, devez avoir fait tout cela, puisque notre gouvernement à nous, qui est si bon, si paternel, si royal, l'a fait maintes et maintes fois ; donc vous devez avoir fait pis.

La patriotique presse tory, celle même qui dans l'intérêt, bien entendu, de sa fraction, approuvait la violation de la constitution et conseillait aux loyalistes d'employer des fusils et du plomb comme arguments, auprès de ses concitoyens, est bien la même qui se réjouissait de la *mission providentielle* des Canadiens-français qui s'expatriaient, évidemment pour la conversion de ces mêmes méchants Américains.

Ah ! certes, ce ne sont pas tous les pays qui ont l'avantage

d'avoir, comme le Canada, un gouvernement tellement imbu de l'esprit évangélique, qu'il aide, encourage l'émigration, et applaudit en voyant partir un million et quart de Canadiens-français !

Nous pouvons nous vanter d'avoir un gouvernement unique au monde. En effet, en existe-t-il un autre semblable, qui ait entrepris la conversion de ces païens d'Américains, en envoyant un million et quart de missionnaires pour les convertir ?

Vrai, un million et quart de missionnaires, quoi !

Quel esprit chrétien ! Quelle abnégation de la part de ministres, d'écrivains royalistes ! Et surtout, quel sublime dévouement !

Oui, sans hésitation, ils laissent partir, l'un après l'autre, leurs plus chers amis, leurs plus proches parents, restant seuls, les uns au Sénat, les autres à l'Assemblée Législative, et d'autres encore, à des ministères, tous ces inspirateurs de la presse tory, dévonés, magnanimes jusqu'au bout, gardent sans broncher leurs sièges, leurs sinécures, leurs portefeuilles.

N'est-ce pas sublime ?

Ah ! ce ne serait pas de vulgaires libéraux, ni de méchants républicains, ni d'horribles annexionnistes qui auraient cette vaillance, qui seraient capables d'endurer tout cela, de faire de tels sacrifices, de voir sans broncher la moitié de la population émigrer pour la conversion des pécheurs, de se savoir conspués comme hommes politiques, comme ministres comme citoyens et cependant de rester au poste quand même ? ? ?

Oui, de rester, jusqu'à ce qu'il ne demeure plus un seul canadien-français au pays, puis mourir . . . . . DE VIEILLESSE.

Mais redevenons sérieux.

LA RÉPUBLIQUE—OUI

Qui dit colons, dit exploités et nous sommes des colons comme l'étaient les sujets anglais qui dûrent se rebeller contre la couronne anglaise en 1776, créant alors ce qui est devenu aujourd'hui le plus grand gouvernement du monde. Ce n'est pas seulement des questions d'avantages matériels qui nous intéressent, ce sont des questions vitales : le droit à l'existence que l'on nous nie, l'abolition de notre langue que l'on décrête, notre disparition comme race, que l'on exige !

Nous avons dit que nous n'étions que des colons, voici ce que disait un journal tory, il y a quelques jours : (les italiques sont de nous.)

" Les libéraux oublient parfois que le Canada est une colonie. Pas plus tard qu'hier, nous en avons eu une preuve. M. Tisdale demandait copie de toute la correspondance échangée entre les gouvernements canadien et américain concernant la réciprocité.

"Le premier ministre a répondu que le gouvernement déposerait devant la Chambre *tous les documents dont la publication pouvait être faite sans le consentement préalable des autorités impériales.*

Donc, d'après l'organe officieux du gouvernement du Canada, les contribuables n'ont pas le droit de connaître ce qui se trame chez eux ?

Ils n'ont que le droit de se laisser berner comme ils le furent par l'Angleterre dans les négociations pour un traité de commerce avec l'Espagne et de payer les taxes exigées pour maintenir le *lien* colonial.

Certains écrivains menacent l'élément français d'être absorbé par les 65 millions de citoyens américains. Nous comprendrions ce danger s'il nous fallait occuper, aux Etats-Unis, la position que l'on nous fait dans l'Empire Britannique avec ses quatre cent millions de sujets ; mais ce n'est pas du tout cela, car la province de Québec serait un Etat uni aux autres Etats formant partie de l'Union américaine, et certes, personne ne prétend que l'autonomie de chaque Etat de l'Union américaine n'est pas plus grande et mieux sauvegardée que ne l'est celle des provinces de notre Confédération, en tutelle permanente, de *Downing street.*

Il n'y aurait donc pas raison de craindre " la république des poissons ", comme le dit un partisan royaliste—que je redoute moins pour les nôtres—que l'aristocratie de morue (*cod-fish aristocracy*) qui cherche à s'imposer et qui est après tout beaucoup comme le sont les féroces sauvages : *bons seulement quand ils sont morts.*

Il ne nous est plus permis de nous tromper ni de nous illusionner, et ce ne sont pas plus les Canadiens-français que les Acadiens-français qui façonnent les évènements qui doivent fatalement les détacher comme éléments de la Confédération, mais ce sera la voix d'un patriotisme éclairé qui se fera entendre, qui sera écoutée, car il n'y a qu'une seule manière maintenant d'é-

chapper à l'assimilation : c'est de créer un ou des Etats ayant une majorité composée d'influences aux aspirations françaises. Ce sera le moyen de préserver l'élément français déjà fixé aux Etats-Unis, ainsi que les groupes dispersés dans différentes localités de la Confédération, lesquels trouveraient alors dans l'Etat de Québec les avantages qu'ils sont forcés d'aller chercher aux Etats-Unis.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que nos compatriotes s'expatrient. Pourtant, notre sol est fertile, nos forêts abondent en essences de toutes sortes, nos mines sont riches, nos cours d'eau offrent de magnifiques pouvoirs, nos rivières sont les plus belles du monde, nos pêcheries incomparables, notre climat sain, notre population vigoureuse, morale, économe, sobre, industrieuse, nos familles prolifiques ; et cependant, les enfants du sol, acclimatés, sont forcés de quitter en pleurant leur pays natal. Pourquoi ? Parce qu'ils ne peuvent y gagner leur vie ; et ils vont à l'étranger dans la République voisine, de l'autre côté de la ligne imaginaire, gagner le pain qu'une politique coloniale leur refuse chez eux, et leur place est prise par des importés, souvent par des balayures de carrefours.

Du reste, l'heure est sonnée, il faut en prendre notre parti et vigoureusement encore, car l'assimilation de nos compatriotes, disséminés aux Etats-Unis va commencer, le plus puissant allié des canadiens-français par le passé, le clergé catholique, va lui manquer. N'a-t-il pas été rendu public que Monseigneur Satolli, le délégué de Sa Sainteté Léon XIII a décidé " *que les organisations paroissiales n'étaient que temporaires ?*" Alors, *haut les cœurs* et à la place des paroisses, organisons un Etat aux aspirations franco-américaines, et conformes à nos idées religieuses.

Nous prétendons avoir au moins autant d'attaches aux Etats-Unis, au point de vue français, que nous en avons à la Couronne Britannique. D'abord, ils ne nous ont pas conquis eux, ni pendu nos patriotes ; ensuite, il s'y trouve actuellement plus de Canadiens-Français, de Français et leurs descendants, qu'il n'y en a au Canada. Nos ancêtres ont illustré leur nom dans l'ouest américain, tout comme ils l'ont fait au Canada.

Le gouvernement des Etats-Unis n'a jamais persécuté nos ancêtres comme le firent les Anglais, les maîtres du Canada *Colonial.*

La République américaine ne s'est jamais emparé des familles, de populations entières, paisibles, laborieuses, pour les trans-

porter et les disperser comme le furent les Acadiens, aux quatre vents du ciel, séparant l'enfant de la mère, le mari de la femme, brûlant, dévastant, ruinant tout.

Enfin, les Canadiens-Français ne sont jamais allés gagner leur vie en Angleterre.

Un certain écrivain représente le peuple américain comme un homme dans une barque qui ferait mine de nous " tendre la perche pour nous en assommer plus facilement."

Nous avouons être trop obtus pour comprendre l'allusion, nous ne voyons pas où, ni même comment, appliquer cette image. Pour nous, le fait brutal de vérité est qu'un millon et quart de nos compatriotes ont laissé notre pays pour *s'accrocher à la perche que leur tendait l'Américain de sa barque républicaine.*

Ah ! nous avons eu nos illusions. Nous nous sommes bercés du fol espoir de pouvoir créer, sous l'égide de la Confédération de l'Amérique Britannique du Nord, une nation qui serait la France de l'Amérique ! Les politiques anglais du Canada viennent de tuer ce dernier espoir en décrétant l'abolition de la langue française dans l'ouest canadien, où nous pouvions prendre de l'expansion. Ils se sont enfin démasqués, nous laissant voir la haine qu'ils ont pour tout ce qui est français catholique.

On n'a qu'à risquer un regard autour de soi pour sentir l'hostilité sourde de nos anglo-saxons ; ainsi ce n'est que la semaine dernière que la plupart des journaux français du pays, dénonçaient le fait qu'à l'exception du gouvernement provincial de Québec, aucun des autres gouvernements provinciaux n'employaient de Canadiens-français dans des positions officielles importantes.

Puisque nous ne pouvons plus avoir justice dans la Confédération, puisque nous ne pouvons former une nation sur les bords du majestueux Saint Laurent, notre devoir n'est-il pas tout tracé ? Il nous faut essayer de former de la Province de Québec un Etat distinct qui serait comme le sont chacun des Etats de l'Union Américaine : un Etat libre, ayant le droit d'espérer pouvoir aider à l'accomplissement des grandes destinées que le Créateur semble avoir réservées au continent américain.

Pourquoi ne dirions-nous pas avec Monroe : " L'Amérique aux Américains." Car après tout, nous sommes aussi Américains que le Missourien ou le Newyorkais. Aussi Américains que n'importe qui et certainement moins Anglais.

Quelqu'un de la Louisiane fait la comparaison de son Etat au nôtre, Nous aurions un immense avantage, au point de vue français, sur la Louisiane, qui fût vendue par un monarque français pour 75 millions de francs et conséquemment fut sacrifiée.

Par l'annexion nous rentrerions librement et sur un pied de parfaite égalité avec chacun et tous les Etats de l'Union américaine, et nos droits politiques et religieux seraient assurés.

C'est alors que l'on pourrait espérer éviter l'assimilation, en concentrant les intérêts français dans l'Etat de Québec. Ce serait alors que l'on pourrait faire cesser la dissémination de nos familles dont les membres épars se chiffrent par au-delà d'un million et quart aux Etats-Unis.

A-t-on réfléchi à ce que ce million et quart d'absents représente de pleurs versées, de foyers détruits, d'avenir brisés ?

Sait-on que chaque personne qui atteint l'âge de 21 ans a coûté un millier de piastres, pour sa nourriture, ses vêtements, ses soins médicaux, son éducation ?

Se rend-on bien compte du fait que ce que nous avons déjà perdu, comme Canadiens-français, par l'émigration de nos compatriotes, est UN MILLION ET QUART de fois MILLE PIASTRES, c'est-à-dire une somme d'argent dix fois plus considérable que le montant total de la dette nationale de la Confédération Canadienne ?

Voilà pourquoi les patriotes d'origine française laissent à d'autres la responsabilité de vouloir garder plus longtemps les Canadiens-français sous le joug d'un esclavage de plus en plus odieux.

Serait-ce digne que de le supporter plus longtemps ?

Les Canadiens-français n'ont eu qu'à se louer des bons traitements reçus des Américains d'un bout à l'autre de l'Union. Du reste n'y sont-ils pas un peu, beaucoup chez eux ? N'est-il pas démontré qu'il y a aux Etats-Unis plus de centres populeux composés de Canadiens-français qu'il n'y en a au Canada même ?

L'on nous demande : que sont devenus les fils de nos bardes, les descendants des patriotes, et s'il n'y a plus de Tyrtée parmi nous ?

Je réponds : Hélas ! les fils de nos bardes ont dû s'exiler, se faire marionnettes ou mourir de faim. La plupart des descendants des patriotes demeurent depuis longtemps aux Etats-Unis, car il est de mode, dans la presse reptilienne, de dire pour tout argument, à ceux qui critiquent le parti bureaucrate : " Si vous n'êtes pas satisfaits du gouvernement, allez vous-en."

Voilà ce qui se publie chaque jour dans la presse tory. En ce qui concerne Tyrtée, ah oui, nous en avons beaucoup ; il se nomme légion maintenant et son plus beau jour de gloire, à lui, est le 24 juin, ce jour-là ses éclats de voix sont assez forts pour couvrir le bruit des sanglots des femmes et des enfants qui pleurent leurs chers absents ; ce jour-là, souvent Tyrtée prête ses accents à l'ennemi insidieux de sa patrie et essaie à faire croire à ses compatriotes qu'ils jouissent des avantages d'un gouvernement idéal. Ah ! oui, nous en avons entendu de ces soi-disant Tyrtée ; mais ceux qui louangeaient à gorge déployée le régime des percécuteurs de leur pays étaient ordinairement payés indirectement pour le faire. Aujourd'hui, les Canadiens-français songent sérieusement à changer leur Tyrtée, si l'occasion se présente, pour un.....Washington.

En trouveront-ils un ? Je l'espère.

UN ANON QUALIFIÉ

On trouve les adversaires à la République, à l'Union avec les Etats-Unis, surtout parmi ceux qui tiennent *mordicus* à ce que ce soit la fortune, la richesse qui gouvernent en qualifiant l'électeur, et comme question de fait, au Canada un homme riche, fut-il bête à croquer, ignorant, stupide à lier, s'il a des propriétés en plusieurs endroits, peut voter dans les différentes circonscriptions où se trouvent ses propriétés.

Il n'en est pas ainsi aux Etats-Unis, c'est *l'homme* qui vote, et non la fortune.

L'on raconte une fort plaisante anecdote à ce sujet : Dans les premiers jours de la République Américaine, les us et coutumes des colons étaient quelque peu excentriques, ces colons, des aristocrates de la plus belle eau, étaient encore teintés des préjugés d'antan, aussi, la loi disait : N'aura droit de vote que celui qui possèdera une propriété tangible de la valeur d'au moins deux cents piastres. Or il arriva qu'un des écrivains des plus spirituels et des plus populaires du temps, mais qui n'avait sou qui vaille, et conséquemment ressemblant beaucoup, hélas ! à la plupart de nos écrivains d'aujourd'hui, c'est que puisqu'il avait le droit de diriger l'opinion publique et que de fait il contribuait puissamment à la diriger par la toute puissance du bon sens de la logique, aidé d'une presse à bras, crut, dis-je, qu'il avait le droit de voter, et se rendit au scrutin pour exercer ce privilège. Il en fut empêché, car lorsqu'on lui posa la question : " Pouvez-vous réaliser deux cents piastres sur quelques unes de vos possessions ? " Lui qui ne possédait que du cœur, de l'esprit, du courage, dut répondre non ; cela n'étant pas banquable, il ne put voter et s'en retourna profondément humilié. Quelque temps après, un vieux nègre à qui il avait rendu quelques services, mourut, et lui légua une superbe bête, un ânon de race valant quatre cents piastres ; sur ces entrefaites il y eut une autre élection, mais notre homme qui voulait et se venger et donner en même temps une leçon salutaire à ses concitoyens, conduisit son ânon au poll, et insista pour le faire voter, disant que c'était lui qui avait la valeur, que c'était l'ânon et non pas l'homme qui valait les quatre cents piastres.

Le ridicule que l'incident souleva fut tel que la loi fut abrogée, la qualification monétaire fut abolie.

Le principe de qualification par propriété est le même, que ce soit la propriété d'un âne, ou que l'âne soit le propriétaire du vote, dès l'instant que c'est l'avoir qui vote, et non l'homme, c'est un principe tyrannique, pernicieux, qui réduit l'esprit, le patriotisme à la merci de la matière brute.

Voilà pourtant ce que l'on a au Canada, où certains riches peuvent voter dix fois durant une élection générale par exemple, et où le bon citoyen, fut-il des plus instruits, s'il n'a certaines qualifications monétaires, ne peut voter du tout.

Aussi les riches torys votent-ils de bonne heure ...et souvent.

C'est l'essence même du toryisme, chez le tory c'est la fortune qui doit gouverner.

Il est étonnant comme les torys de tous les pays sont égoïstes et toujours prêts à appuyer les persécuteurs.

Ce sont les torys du Canada qui sympathisaient avec les esclavagistes du Sud durant la guerre pour l'émancipation des esclaves.

Et l'on trouve aujourd'hui encore ce même élément s'apitoyant sur le fait que les Français du Canada veulent revendiquer leurs libertés.

Ces cruels se sont trouvés ensemble vendant, fouettant les esclaves, exécutant leurs prisonniers, comme John Brown et Louis Riel.

L'UNION COMMERCIALE ET POLITIQUE

L'union continentale, par l'annexion aux Etats-Unis, assurerait un tarif uniforme, un tarif protecteur élevé, contre les pays transatlantiques, et libre échangiste avec les peuples des amériques.

Les traités de commerce existant entre les Etats-Unis et les différents gouvernements des Amériques sont précisément ce qui assurerait le succès industriel et commercial du Canada. Les progrès moraux les suivraient.

De plus, nous serions assurés que les traités que ferait le gouvernement des Etats-Unis, nous seraient nécessairement favorables, nos intérêts étant identiques aux leurs. Aujourd'hui, les hommes politiques anglais qui font les traités pour le Canada ont toujours le soin de faire passer avant tout l'intérêt de l'Angleterre.

Souvent les hommes se croient plus habiles que le créateur même, et certains d'entre eux se constituent audacieusement son correctif. C'est précisément ce qu'ont fait les politiques torys du Canada en élevant une barrière artificielle entre leur pays et celui des Etats-Unis.

Il ont établi une ligne imaginaire qu'ils ont nommé frontière, puis ont décidé que nulle personne ou chose ne pourrait la passer sans leur permission. L'effet de cette législation est tout à fait particulier en ce qu'il est absurde et contre nature à sa face même. Nous citerons comme exemple une terre coupée en deux par la ligne imaginaire, la frontière factice ; le foin qui sera récolté de l'autre côté de la clôture, du côté des Etats-Unis vaudra $4.00 la tonne de plus que celui de ce côté-ci de la ligne imaginaire. Pourtant c'est le même foin, il n'y a que le fait d'être, de notre côté, du mauvais côté de la ligne, qui déprécie la valeur de ce foin.

Il en est de même pour toutes les denrées de la ferme, beurre, œufs, animaux de boucherie, chevaux. Bref, tout ce que les cultivateurs et éleveurs ont à vendre de notre côté de la frontière, réalise un prix beaucoup moindre que de l'autre côté. La même chose pourrait être dite des divers produits industriels qui sont affectés de la même manière.

Pourtant nous avons un territoire plus grand que celui des Etats-Unis, et notre population n'étant à peu près qu'un douzième de celle de l'Union Américaine. Nous avons donc beaucoup de terrain à occuper, à développer, à exploiter et ce qui mieux est, nos 70 millions de voisins sont en état de nous aider à utiliser nos vastes ressources, ce qui nous enrichirait et permettrait à nos compatriotes de demeurer au Canada.

VÉRITABLE LOYAUTÉ.

Le temps est arrivé de nous demander jusqu'à quel point l'allégeance doit tenir enchaînée toute une population dont elle contre-carre le plus souvent les aspirations, les projets d'avenir et dont elle retarde la marche vers les hautes régions du progrès et de la civilisation.

Quand on nous demande de sacrifier sans cesse nos intérêts, l'intérêt de notre province et de nos familles à ceux de l'Angle-

terre pourquoi ne ferions nous pas aux ultra loyaux dont le gousset se gonfle, comme résultat de notre appauvrissement, la question suivante : Quel sacrifice financier, politique ou autre les Anglais seraient-ils prêts à faire pour nous le cas échéant où nous leur en demanderions ?. . . .

L'Angleterre, nous dirait-on, est la mère patrie dont vous, colons, êtes les vassaux. Vous êtes sa propriété, sa chose. A vous toutes les loyautés, tous les dévouements tous les sacrifices, à elle tout le profit.

Avons-nous un intérêt à protéger, un traité à négocier, une humiliation à venger, ses embassadeurs, qui ne sont pas les nôtres, cherchent à en tirer bénéfice pour les marchands de Piceadily, quitte à laisser Jean-Baptiste se sucer les pouces en guise de consolation.

La première allégeance est celle que l'on se doit à soi-même et à sa famille *Primus est vivere* il faut vivre d'abord.

C'est en vertu de ce principe immuable que tant de citoyens anglais deviennent tous les jours des citoyens américains.

Des milliers d'Irlandais, d'Ecossais, d'Anglais changent chaque année d'allégeance et la moitié pour le moins des Canadiens-Français sont aujourd'hui citoyens de la république voisine.

Ceux-là manquent-ils de loyauté ?. . . .

Evidemment non.

Du reste, nos hommes d'état, les plus en vue, n'hésitaient pas à leur recommander de se faire naturaliser pour obtenir leur part légitime d'influence.

Eh bien, nous avons sous les yeux toute une population, tout un peuple qui crie famine et qui menace d'émigrer en bloc, pourvu que l'exploitation dont il est la victime continue plus longtemps.

Cette exploitation ne peut être empêchée s'il faut en juger plus par les évènements que par les mesures les plus radicales et les plus énergiques.

Le temps est donc arrivé suivant nous de discuter sérieusement l'opportunité d'annexer à la république voisine le pays tout entier avant que sa population l'ait complètement abandonné.

Puisqu'il faut aller vivre à l'étranger, mieux vaudrait emporter le pays avec nous que de le laisser aux mains de quelques centaines de nababs dont notre population fait la fortune.

ALORS ET AUJOURD'HUI

Il y a un siècle, nos aïeux en France, suivaient l'exemple de nos voisins qui venaient d'établir l'Union Américaine, devenue depuis, la plus grande des républiques. Oui, la France secouait ses chaînes, les brisait, et en faisait des outils de civilisation que ses mains habiles maniaient si bien qu'il fallut la tyrannie coalisée du monde entier pour les forger de nouveau. Voyons quels ont été, depuis un siècle, les progrès moraux, intellectuels et matériels des Etats-Unis, de la France et les nôtres. Etablissons le bilan :

Aux Etats-Unis, tout était à créer, en présence d'une Europe monarchique hostile, qui épiait et cherchait l'occasion de nuire à la nouvelle république, cette ennemie née de toutes les tyrannies ; il fallait déjouer les trames des adversaires secrets, lutter contre les capitaux étrangers qui se refusaient aux yankies, sous le prétexte *patriotique*, car dans le temps il était fashionable de nuire à la nation de *rebelles* pour mériter les faveurs des génies allemands couronnés, qui siégeaient alors un peu sur tous les trônes de l'Europe.

Cependant le capital, qui, s'il n'a ni âme, ni cœur, à de l'esprit, s'aperçut vite qu'il "se coupait le nez pour se venger de son visage" en lui refusant ainsi son appoint et il changea de tactique. Bientôt il y eût pléthore d'argent européen aux Etats-Unis, à tel point, qu'il y devint un danger, le plus grand qui soit demeuré, depuis l'abolition de l'esclavage, espèce de tache, de péché originel, legs néfaste de son origine.

Aujourd'hui, la petite *nation de rebelles yankies* dont on se moquait, est devenue plus riche que la mère patrie anglaise, en valeur matérielle. Elle la dépasse en richesse par au-delà de deux milliards de piastres, et cela, après avoir reçu à bras-ouverts les déshérités de toutes les races et avoir *donné* un patrimoine à qui en voulait.

Les progrès de la grande république américaine sont sans précédent dans l'histoire du monde et 70 millions d'habitants, rendent chaque jour grâce au créateur de ses bienfaits, — dans tous les idiômes parlés.

Voilà pour les progrès matériels ; maintenant, en ce qui concerne les progrès moraux et intellectuels, la statistique démontre que de cette population composée en grande partie des

balayures des carrefours de toute l'Europe, de ces déshérités il n'en reste plus de vestiges, ce sont des hommes instruits, moraux, religieux, qui leur ont succédé ; ce sont les fils des malheureux de tous les pays qui, se rappelant par traditions les maux endurés sous la tyrannie, ont toujours en souvenir les souffrances de leurs ancêtres, ce qui ranime chez eux le patriotisme et la haine de toutes les tyrannies.

Voilà le peuple américain d'aujourd'hui.

Maintenant passons à la France, à cette nation française qui seule tendit la main à l'Amérique lorsque tout le reste de l'Europe lui envoyait ses mercenaires pour la terroriser et la réduire à l'esclavage.

La France républicaine, entourée d'un cercle de baïonnettes dirigées par les cousins couronnés aidés des cousins détrônés en France, de tous les laquais sans emploi du monde entier, après une lutte des plus glorieuses, perdant son sang par mille blessures, haletante, affaiblie tombait sous les coups de toutes les puissances coalisées. Puis, le représentant *du droit divin*, par l'entremise des gros bataillons, était imposé à la France, et cette pauvre France dût subir le joug des tyrans de toutes sortes, de toutes catégories qui règnaient tous *de par la grâce de Dieu*, disaient-ils, et entraînaient dans leur cortège fatal, les éléments requis pour le malheur des peuples, les guerres de dynastie, de conquête, de succession, tout ce qu'il faut enfin pour faire de la chair à canon, et des veuves et des orphelins.

Aussi trouvons-nous la France sous le talon de botte anglaise, à Waterloo, puis sous les sabots des chevaux des Uhlans, à Sédan.

Depuis, ah ! depuis, la république est établie et la France régénérée est redevenue la plus grande nation de l'Europe ; il n'y a plus pour elle qu'un danger, celui de s'empoisonner en portant à ses lèvres la coupe de la monarchie

Et de nous maintenant ! Lorsque le roi de France nous eut vendus et livrés aux anglais, malgré nos victoires, il rappela bien en France les *nobles*, mais laissa des roturiers, des gens de robe et un certain clergé ; tous ces gens intéressés à conserver, qui une position, qui un titre, qui une seigneurie, voyaient d'un mauvais œil le progrès politique de nos voisins républicains et prêchaient alors, comme ils prêchent aujourd'hui, que ce serait criminel d'aspirer l'air de la liberté, et ils voulaient que le dernier coup de canon tiré en Amérique pour la défense de l'Angleterre, le fût par un canadien-français.

Pendant que l'on bernait ainsi les canadiens-français, et qu'on les payait de sophismes officiels, ils continuaient d'être exploités par les différentes sangsues politiques et religieuses, jusqu'à ce qu'un jour le peuple s'aperçut qu'on le chassait graduellement du pays, que la moitié de la population française s'était déjà annexée aux Etats-Unis, en allant s'y établir et que systématiquement le gouvernement tory substituait à leur place des importés anglais. Les canadiens-français s'aperçurent aussi qu'ils étaient traités en parias, que les bonnes positions étaient reservées pour les anglais, et.....

LE VENTRE VA PARLER

Enfin il parle dans la presse tory.

En effet, la presse tory qui avait enduré sans protestation toutes les avanies qui étaient déversées sur les canadiens-français, la presse tory qui n'avait pu trouver un mot pour la défense de nos compatriotes persécutés au Nord-Ouest, dont le chef dût payer de sa vie le crime d'avoir entrepris la revendication des droits de ses concitoyens, la presse tory qui voyait sans s'émouvoir, la moitié de la population s'expatrier, menacés qu'ils étaient de devenir réellement les chinois d'Amérique, cette presse reptilienne trouve enfin des expressions, exprime des sentiments d'angoisse, c'est le ventre qui crie, c'est le ventre qui s'affirme, c'est le ventre qui envahit chez elle, tout, cœur, esprit, âme ; aussi, est-elle unie dans un *tollé* général contre le gouvernement fédéral, qu'elle accuse de ne pas lui accorder le patronage auquel elle a droit.

C'est bon pour des libéraux, pour de vulgaires républicains, pour de traîtres annexionnistes de parler patriotisme, dévouement, intérêt général, mais à la bonne presse tory est réservé le suprême privilège de se rébeller contre le gouvernement lorsque celui-ci ne satisfait pas ses appétits voraces ; alors ce n'est plus ni le cœur, ni l'esprit, ni le patriotisme qui parle, qui s'affirme chez-elle, c'est le ventre. Et il a parlé.

Depuis longtemps, l'esprit avait trouvé expression dans la presse indépendante du pays ; maintenant le cœur va s'exprimer et c'est la presse patriotique qui va sonner la charge dans la grande lutte qui se prépare pour la liberté, pour la revendica-

tion des droits des canadiens-français, pour notre libre entree dans l'Union américaïne, où tous sont égaux devant les hommes comme ils le sont devant le Dieu Eternel.

ABOLISSONS LÉGALEMENT LA CONFÉDÉRATION.

Les récents évènements, l'union de l'élément anglo-saxon de toutes les provinces, de toutes croyances religieuses et politiques, pour raffermir le parti tory d'Ottawa et écraser l'élément français et libéral, rend impossible, plus longtemps, le maintien du *statu quo* et nécessite l'abolition de la Confédération du Canada.

Nous avons perdu toute foi en la force des partis politiques existants, il n'y a réellement qu'un seul parti actuellement au Canada, c'est le parti tory, le parti de l'union législative, le parti retrograde, le parti anglais enfin, les autres anciens partis ne comptent plus, s'étant émiettés.

Disséminés dans les différentes provinces de la Confédération en petits groupes perdus, ressentant le contre-coup des nécessités et des influences locales, sans programme, sans organisation, sans chefs, telle est la situation des adversaires de la puissance tory qui prend sa source, son inspiration ses moyens d'action à Londres et a facilement raison du peuple Canadien qui est complètement à sa merci, car il suffit que le capital anglais parle, que les intérêts anglais soient en jeu, tout aussitôt les forces occultes, les clergés, les grandes corporations de chemins de fer et autres, les institutions financières se meuvent, agissent, pressurent, et le tour est joué, l'électorat étonné constate avec stupeur, le jour du scrutin, que le verdict populaire lui est contraire, que de nouveau le torysme triomphe.

C'est à la lumière des récents évènements politiques que je conclus que le temps est arrivé où il faut nommer les choses par leur nom, dire la vérité quand même, sans ménagement aucun car tout est à créer.

Il faut faire connaître au peuple ses véritables intérêts ; à nos nationaux, montrer le danger grandissant de leur situation anormale.

Il faut apprendre à compter sur la bonne volonté des canadiens-français qui demeurent au Canada ainsi qu'avec ceux qui

vivent aux Etats-Unis. Il faut compter sur la bonne volonté de tous ceux qui croient comme nous, que le salut du Canada se trouve dans l'annexion avec les Etats-Unis. C'est alors que l'on verra la grande famille américaine réunie.

Ah ! ce serait beau de voir la réunion du million et demi de Canadiens-français à ceux du Canada, de rentrer de nouveau dans la grande famille française dont les rameaux s'étendant de l'Atlantique, suivent les bords du majestueux St. Laurent, dont ils remontent le cours, passant par les grands lacs, ces mers intérieures de l'Amérique, pour de nouveau prendre racine et jeter leur ombre bienfaisante jusqu'à l'Océan Pacifique.

Oui, nous espérons voir s'accomplir cette libération de notre race. N'avons-nous pas été témoins de l'émancipation des noirs, ces pauvres esclaves qui n'avaient personne pour les protéger, aucune alliance, aucune force. Pourtant, une femme publia un jour un petit livre " *Uncle Tom's Cabin* " et la conscience du grand peuple américain en fut ému ; six ans après, l'esclavage était chose du passé.

Ce qui est arrivé pour les noirs, peut et doit arriver pour les blancs de bonne volonté.

Que seuls, ceux qui préfèrent les chaînes, en portent.

NOTRE DRAPEAU

La Croix Rayonnante—Le Coq Gaulois

Comment cesser d'être colons, comment devenir libres ? Faire comme ont fait nos voisins, et par les mêmes moyens s'il ne s'en trouvent de meilleurs.

Que firent-ils, lorsqu'ils se virent tyrannisés ? Il surgit des patriotes, des écrivains sans crainte, qui publiant leurs griefs, les firent connaître à toutes les populations du monde entier ; il surgit des orateurs patriotes, comme Patrick Henry qui ne craignait pas de dénoncer hardiment en pleine séance délibérante, la tyrannie de l'Angleterre. Il surgit des législateurs patriotes, comme Thomas Jefferson, qui formulait le principe à jamais sacré : que tout homme a droit à la vie, la liberté, la poursuite du bonheur. Il surgit enfin un Washington qui concentrait en lui la trinité de qualités, qui le fit le premier durant

la paix, le premier durant la guerre, le premier au cœur de ses concitoyens.

Comment ferons-nous, demandez-vous, pour obtenir les bienfaits de la liberté dont jouissent nos voisins ? Nous aurons comme eux des écrivains qui imitant leur patriotisme, feront comme eux. Voulez-vous savoir ce qu'écrivait un patriote américain alors que ses concitoyens étaient, comme nous le sommes, tyrannisés et menacés d'extermination.

Voici ce qu'écrivait Thomas Jefferson :

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE

Lorsque, dans le cours des évènements qui intéressent l'humanité, il devient nécessaire pour un peuple de briser les liens politiques qui l'ont uni à un autre peuple et d'assumer, parmi les puissances de la terre, le rang distinct et séparé auquel lui donnent droit les lois de la nature et celles du Dieu de la nature ; le respect que la décence lui commande d'avoir pour les opinions de l'humanité exige qu'il énumère les causes qui le poussent vers la séparation.

Nous considérons comme évidentes de leur propre nature, les vérités suivantes : Que tous les hommes ont été créés égaux ; qu'ils ont reçu du créateur certains droits inaliénables, que parmi ces droits figurent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Que pour assurer à chacun la jouissance de ces droits, les gouvernements sont institués parmi les hommes, que les justes pouvoirs dont ils jouissent, ils les tiennent du consentement des gouvernés ; que chaque fois qu'une forme de gouvernement devient un empêchement à la jouissance de ces droits, le peuple a le droit de la modifier ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement, posant ses bases sur tels principes et organisant ses pouvoirs sur telles formes qui lui semblent les plus propres à assurer sa sécurité et son bonheur. Naturellement, les lois de la prudence nous défendent de changer pour des causes futiles ou temporaires des gouvernements établis depuis longtemps. En conséquence, l'expérience du passé a démontré que l'humanité est plutôt disposée à souffrir tant que ses maux ne deviennent pas insupportables, qu'à se soulager en abolissant les formules auxquelles elle est habituée. Mais lorsqu'une longue série d'abus et d'usurpations poursuivant invariablement le même but, trahit le parti pris de réduire les citoyens à la servitude la plus absolue, c'est alors leur

droit, c'est leur devoir de renverser un pareil gouvernement et d'établir de nouvelles sauvegardes pour leur sécurité future.

Telle a été la souffrance patiente de ces colonies et telle est maintenant la nécessité qui les force à modifier leur ancien système de gouvernement.

La Province de Québec trouvera-t-elle son Thomas Jefferson ?

Ecoutez maintenant, comment parlaient les patriotes américains entourrés qu'ils étaient, comme nous le sommes, d'émissaires, de troupes anglaises?

DISCOURS DE PATRICK HENRY.

Prononcé le 23 Mars, 1775, à la Convention des délégués de la Virginie.

M. le Président.

Nul homme n'apprécie plus hautement que je le fais, le patriotisme, les talents, et le mérite des Messieurs qui viennent de porter la parole devant la chambre, mais il arrive souvent que différents hommes voient le même sujet sous des aspects divers, et conséquemment, j'espère qu'on ne m'accusera pas de manquer de respect envers ces Messieurs, si, entretenant comme je le fais des opinions d'un genre tout opposé aux leurs, j'exprime mes sentiments ouvertement et sans réserve. Ce n'est pas le temps des cérémonies.

La question devant cette chambre est d'une gravité terrible pour ce pays. Pour ma part, je considère qu'elle n'est rien moins qu'une question de liberté ou d'esclavage, et le débat devrait en être d'autant plus libre, que l'importance de la question est plus grande.

A cette condition seulement, peut-on espérer atteindre la vérité et nous acquitter de la grave responsabilité qui nous incombe devant Dieu et devant notre pays.

Si je taisais mes opinions dans un moment semblable, dans la crainte d'offenser quelqu'un je me considèrerais comme coupable de trahison envers mon pays, et d'un acte de déloyauté envers la Majesté du ciel, que je révère au dessus de tous les rois de la terre.

Monsieur le Président, il est naturel à l'homme de s'illusionner, d'espérer, nous sommes enclins à fermer les yeux à l'aspect d'une vérité

désagréable, et à écouter la chanson de la sirène, jusqu'à ce qu'elle nous transforme en brute. Est-ce là le rôle d'hommes sages, engagés dans une lutte grande et ardue, pénible et acharnée en faveur de la liberté ?

Voulons-nous être du nombre de ceux qui, ayant des yeux ne voient pas, ayant des oreilles n'entendent pas les choses les plus intimement liées à leur salut temporel ?

Pour ma part, quelle que soit l'angoisse d'esprit qu'il en puisse coûter, je veux connaître toute la vérité, en sonder toute l'horreur et me préparer en conséquence.

Je n'ai qu'un flambeau, celui de l'expérience, et c'est lui qui guide mes pas. Je ne connais qu'un seul moyen de juger de l'avenir, et c'est par le passé. Et jugeant par le passé, je cherche ce que le ministère Britannique a fait depuis dix ans pour justifier les espérances avec lesquelles certains députés sont heureux de se consoler et de consoler la Chambre ! Est-ce l'insidieux sourire avec lequel notre supplique a été récemment reçue ? Ne vous y fiez pas, messieurs, vous constaterez que c'est une embuche tendue à vos pieds. Ne permettez pas qu'on vous trahisse par un baiser. Demandez-vous, comment concordent cette gracieuse réception de notre requête et les préparatifs guerriers qui couvrent nos eaux et assombrissent notre sol.

Est-ce que les armées et les marines sont nécessaires à une œuvre d'amour et de reconciliation ? Nous sommes-nous montrés si peu disposés à la conciliation qu'il faille en appeler à la force pour gagner notre amitié ?

Ne nous y trompons pas, Monsieur le Président, ce sont des instruments de guerre et d'assujettissement, la dernière raison à laquelle les rois ont recours.

Je me demande ce que signifie cet appareil martial, s'il n'a pas pour but de nous forcer à la soumission ? Messieurs les députés peuvent-ils lui assigner d'autres motifs possibles ?

La grande Bretagne a-t-elle dans cette partie du monde un ennemi qui rende nécessaire cette accumulation d'armées, de terre et de mer ? Non monsieur le président, elle n'en a aucun, c'est à notre intention que ces armées sont sur pied. Elles ne peuvent être destinées à d'autres. Ces soldats, ces marins sont envoyés ici pour nous subjuguer et river ces chaînes que le Cabinet Britannique forge depuis longtemps.

Et qu'avons-nous à leur opposer ? Essayerons-nous des arguments ?

Messieurs, nous les avons essayés depuis les dix dernières années. Avons nous quelque chose de nouveau à offrir sur le sujet ? Rien.

Nous avons présenté la question sous tous les aspects dont elle était susceptible, mais nos explications ont été inutiles. Aurons-nous recours aux prières, aux humbles supplications ? Quelles expressions trouverons-nous qui n'ont pas déjà été épuisées ?

Ne permettez pas, monsieur le président, que nous soyons deçus plus longtemps. Nous avons fait tout ce qui pouvait être fait pour détourner la tempête qui vient fondre sur nous. Nous avons pétitionné, nous avons fait des remontrances ; nous avons supplié ; nous nous sommes prosternés devant le trône, nous avons imploré son intervention pour arrêter le bras tyrannique du ministère et du parlement. Nos pétitions ont été méprisées, nos remontrances ont produit une recrudescence de violence et d'insultes. Nos supplications n'ont pas été reçues et nous avons été repoussés avec mépris du pied du trône ! En vain, après tout cela conserverions-nous le doux espoir de paix et de reconciliation. Il n'y a plus de place pour l'espérance. Si nous désirons être libres, si nous entendons conserver inviolés ces inestimables privilèges pour lesquels nous combattons depuis si longtemps, si nous ne voulons pas abandonner lâchement la noble lutte dans laquelle nous nous sommes jetés depuis longtemps, et que nous nous sommes jurés de ne jamais abandonner jusqu'à ce que le but glorieux soit atteint, il nous faut combattre, je le répète, Messieurs, il faut se battre. Un appel aux armes et au Dieu des armées est la seule issue qui nous reste.

On nous dit que nous sommes faibles, que nous ne saurions tenir tête à un adversaire aussi formidable, mais, quand serons-nous plus forts ? Sera-ce la semaine prochaine, ou l'année prochaine ? Sera-ce lorsque nous serons complètement désarmés et qu'un factionnaire britannique sera placé dans chaque maison ? Allons-nous obtenir de la force par l'irrésolution et l'inaction ? Allons-nous acquérir les moyens d'offrir une résistance efficace, en restant nonchalamment couchés sur le dos, embrassant le fantôme illusoire de l'espérance jusqu'à ce que nos ennemis nous aient pieds et poings liés en leur pouvoir ?

Monsieur le président nous ne sommes pas faibles, si nous faisons un bon usage de ces moyens que le Dieu de la nature a mis en notre pouvoir.

Trois millions de citoyens armés pour la cause sainte de la liberté dans un pays comme celui que nous possédons, seront invincibles en présence de toute force armée que pourra envoyer notre ennemie contre nous.

A part cela, monsieur le président, nous ne combattrons pas seuls. Il y a un Dieu juste qui préside aux destinées des nations et qui fera surgir des amis qui se battront pour nous.

La victoire, monsieur le président, n'est pas seulement au fort, elle est à l'homme vigilant, à l'homme actif, au brave. Et puis, monsieur le président, nous n'avons plus de choix. Lors même que nous serions assez bas pour le désirer, il ne nous est plus permis de nous retirer de la lutte. Il n'y a plus de retraite qu'en devenant des esclaves soumis. Nos chaines sont forgées, leur bruit peut être entendu sur les plaines de Boston. La guerre est inévitable, et qu'elle vienne, je le répète, monsieur le président, qu'elle vienne ! Il est inutile d'essayer d'atténuer la chose. Les députés peuvent crier : *la paix* ! *la paix* ! mais il n'y a pas de paix. La guerre est actuellement commencée, le prochain ouragan qui accourra du Nord, en balayant tout sur son passage, apportera à nos oreilles le bruit du contact des armes. Nos frères sont déjà sur le champ de bataille pourquoi restons-nous ici, debout, inertes !

Qu'est-ce donc qu'ils attendent ? Que veulent donc ces Messieurs ? La vie est-elle si chère ou la paix si douce, qu'il faille l'acheter aux prix des chaînes et de l'esclavage ! Ne le permettez-pas Dieu Tout puissant ! Je ne sais ce à quoi d'autres s'arrêteront mais quant à moi, donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort :

La Province de Québec aura-t-elle son Patrick Henry ?

Ah ! questionnez-vous encore, demandez-vous, qu'adviendrait-il si l'écrivain, l'orateur, le législateur n'étaient pas écoutés ? Si l'Angleterre dans sa morgue hautaine, répétait ses erreurs, et négligeant la valeur de la raison, en appelait à la valeur de ses mercenaires, qu'adviendrait-il ?

Je réponds par un fait historique :

Le 19 septembre 1864, avait lieu la bataille de Winchester, dans la Virginie occidentale, la veille l'on aurait pu voir un groupe composé de quatre jeunes soldats, dont le plus vieux n'avait pas encore vingt-deux ans, c'était quatre canadiens-français, qui sachant que le lendemain le soleil se coucherait sur un terrible carnage, se faisaient les dernières confidences, se renouvelaient la promesse, maintes fois faite déjà, d'envoyer aux parents quelques souvenirs et des lettres que chacun avait préparés en cas de malheur ; à la pointe du jour le signal de la marche "en avant" fut donné et bientôt le bruit de la fusillade remplace le son plus lourd des trains d'artillerie qui passent.

Les quatre canadiens ne sont plus ensemble, l'un étant dans les francs tireurs conséquemment en avant, les autres faisaient partie de l'infanterie du Vermont. Les francs tireurs étaient depuis déjà assez longtemps engagés avec les ennemis qui se battaient comme des braves qu'ils étaient, lorsque l'ordre est apporté de cesser d'avancer, de se coucher à plat et de rester ainsi sur le faîte de la butte qu'ils occupaient, jusqu'après la charge qui allait être faite par les troupes formant leurs lignes en arrière des francs-tireurs. En face s'étend comme un immense tapis de verdure légèrement décliné et plus en avant, le sol s'élève légèrement formant plateau. Soudain la terre tremble, un hourra formidable retentit dans les airs, mêlé aux sons les plus discordants, les plus horribles, c'est que l'ennemi, répondait au hourra par des décharges formidables, de toutes ses batteries subitement démasquées, de toutes ses pièces. Nos lignes hésitent un instant, puis au pas de course traversent le valon et arrivent meurtries, décimées au bas du plateau et *se couchent* pour respirer. Ah ! mais, ce n'est plus gai du tout, car l'artillerie balaye le plateau et les lignes d'infanterie ennemie ont pris position pour anéantir les premiers qui se montreront au dessus du niveau.

" En avant, en avant " commandent les officiers, " En avant " hurlent les soldats, *mais pas un seul ne bouge.* Alors un officier bondit en avant, c'était le Colonel W. H. Henry commandant le 10ème du Vermont, le Régiment de nos canadiens ; les porte-drapeau, un irlandais et un vermontais, se lèvent vivement et se portent en avant, une trentaine de braves, parmi lesquels l'on peut distinguer nos trois compatriotes dépassent déjà le faîte de la butte, puis l'on entend un crépitement comme le bruit que fait un tambour de basque, et l'on voit tomber les deux drapeaux, celui des Etats-Unis et celui de l'Etat ; ils sont relevés, déployés, secoués, puis la ligne qui avait hésité s'élance en même temps que celle des francs-tireurs, passant par dessus tout, n'écoutant, n'entendant plus rien, ne faisant autre chose que d'avancer et tirer sur l'ennemi qui se replie, retraite et bientôt fuit en désordre. Alors, le franc-tireur canadien se porte vivement au point culminant, là où sont tombés les plus braves, les plus dévoués, et il trouve ses camarades de la veille, les uns morts, l'autre râlant, celui qui vivait encore, était le brave qui avait relevé de la poussière le drapeau de l'Etat et qui s'était jeté en avant avec la *furia francesa* de nos ancêtres ; il vécut encore quelques minutes, assez longtemps pour me presser la main, car j'étais le franc-tireur

Canadien-français. Je l'entendis prononcer un nom de femme et celui de mère, puis son âme vaillante s'envola vers son Créateur. Ce brave parmi les braves se nommait Lesage, il était le frère de feu S. Lesage, surintendant de l'aqueduc de Montréal.

A la tombée de la nuit, je me rendis où gisait mon pauvre ami, je pris les lettres qu'il portait, toutes adressées, et les souvenirs, que j'expédiai plus tard à ses parents, puis, ayant creusé un trou je le couchai et le couvris de terre, et avec des éclats de la hampe de son drapeau je fis une croix grossière, puis je priai, et l'avouerai-je, je pleurai, car j'étais seul, et si le lendemain je fusse tombé pour ne plus me relever, il n'y aurait pas eu près de moi un canadien-français pour faire une dernière prière, pour faire savoir à mon père que son fils était mort pour la liberté comme il avait vécu en la défendant.

Ah ! les amères réflexions que je fis sur la tombe de ce dernier compatriote, et si au moins, pensai-je, nous offrions notre vie pour la liberté de notre chère Province à nous, la peine en serait moins cruelle et la récompense plus glorieuse.

Est-ce alors que germa dans mon esprit la première idée d'émancipation de mon pays ? Je ne saurais l'affirmer, mais ce que je crois du plus profond de mon âme, c'est que la race qui a fourni les milliers sur milliers d'hommes qui sont allés combattre pour le maintien de l'Union Américaine et l'abolition de l'esclavage des noirs fera plus fera mieux l'orsqu'il s'agira d'établir l'Union Américaine de l'Atlantique au Pacifique, l'orsqu'il faudra aider à l'émancipation des descendants de français de cette nation qui, seule entre toutes celles de l'Europe, envoya ses fils offrir leur fortune et leur vie pour la secourir, alors même que les autres envoyaient leurs mercenaires pour massacrer les plus braves des fils de l'Amérique, pour dévaster leur sol et brûler leurs villes.

Que le drapeau de la liberté soit déployé à la brise dans la Province de Québec, et je ne doute pas que le souffle populaire sera assez puissant pour le faire flotter de l'Atlantique au Pacifique.

Choisissons un nouveau drapeau pour le futur Etat de Québec, que ce soit celui que je préconisais au Congrès National le 27 juin 1884 : *L'image du clocher de notre Eglise, surmonté d'une croix rayonnante supportant le coq gaulois, sur un fond aux trois couleurs, emblême de Liberté, Egalité, Fraternité.*

Liberté de faire autant de bien que l'on peut.

Egalité devant le ciel, la justice et le scrutin.

Fraternité toujours et partout.

Pourquoi le modèle dont je parle ne serait-il pas celui qui sera adopté au jour glorieux où les Canadiens-français suivront l'exemple de l'aiglon qui voulant prendre son essor, regarde sans trembler l'espace et le soleil, puis s'élance vers sa destinée ?

Voulez-vous voir ce modèle ?

Oui ! oui ! s'écria la foule.

Au même instant, six jeunes filles vêtues de tricolore et portant dans leurs mains, les unes, des corbeilles de fleurs, les autres, le drapeau, débouchèrent sur la scène par une porte latérale et déployèrent aux regards des spectateurs enthousiasmés le drapeau-modèle du futur État de la " Nouvelle France."

. . . . . .

Dès que l'ovation provoquée par ce gracieux incident eût pris fin, M. le Président Wilfrid Larose se leva de son siège et, remarquant que le rédacteur-en-chef de la *Patrie*, M. Rémi Tremblay, était dans l'auditoire, l'invita à prendre la parole. M. Tremblay répondit que, vu l'heure avancée, il n'aborderait pas la question importante si bien traitée par M. Rouilliard. En revanche, il consentit à dire une pièce de vers de sa composition, intitulée *Le Drapeau du 14ième.* Ce morceau de poésie raconte un incident émouvant de la bataille de Cold Harbor, bataille à laquelle M. Tremblay et M. Rouilliard ont tous deux assisté. Cette narration poétique formait le digne pendant de la scène empoignante racontée ci-dessus par M. Rouilliard, et rappelait également un exploit qui fait honneur à deux autres soldats canadiens. La déclamation de M. Tremblay a été vivement applaudie.

M. Larose prononça ensuite aux chaleureux applaudissements de l'assemblée, le remarquable discours suivant, que nous sommes particulièrement heureux de pouvoir reproduire ici :

Mesdames et Messieurs,

Grâce à votre concours enthousiaste, cette séance figurera parmi les plus mémorables de notre club. Je croirais manquer à un devoir officiel, si, avant d'en prononcer l'ajournement, j'oubliais de vous remercier et de féliciter M. Rouilliard de sa brillante conférence.

Le système de "l'Union Continentale" ou "Annexion" n'est

actuellement dans le programme d'aucun parti politique constitué en Amérique, mais il gagne, chaque jour, de nombreuses adhésions, tant dans le Dominion qu'aux Etats-Unis.

Tout récemment, un sénateur du Delaware le prônait au banquet du *Michigan Club*, à Détroit, et un autre, en plein séna à Washington.

Dans Ontario, dans Québec même, on ôse y penser tout haut.

Par son regain de consistance, cette opinion devient de plus en plus digne de la discussion et sans prétendre en décider le mérite, le club National de Montréal est heureux que cette grave question, comme toutes les autres, soit débattue à sa tribune, qui est une tribune libre.

Citant la Déclaration d'Indépendance avec l'immortel discours dont elle est éclose, le savant conférencier s'est demandé si la Province de Québec aurait son Patrick Henry et son Thomas Jefferson. Messieurs, les grands caractères ne nous manqueront pas, pourvu qu'on se hâte d'en former et qu'on ne détruise point ceux qui existent.

A tout évènement, nous ne saurions échapper comme peuple à la loi de l'évolution universelle. Quoi ! à l'heure même où je vous parle, comme ci cette évolution voulait se venger des retards qu'elle a subis en ce pays, un vent de réforme souffle sur tous les abus à la fois et le ferment de l'émancipation populaire, sans prendre encore une forme définie, est un fait constant comme les efforts d'un être qui tente de sortir d'une impasse où il étouffe.

Il n'est plus nuit !.....Les Canadiens commencent à admettre avec Jefferson : qu'ils sont, comme hommes, égaux à tous les hommes ; avec Lincoln, qu'ils ne sauraient toujours rester moitié esclaves et moitié libres, et avec Stonewall Jackson : que si, sur un champ de bataille, il est bon de prier Dieu, il n'est pas mauvais, non plus, de tenir sa poudre sèche .....

Nous sommes arrivés au temple de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ; par une porte ou une autre, aurons-nous le courage d'y entrer ?—J'ose l'espérer avec vous tous.

Messieurs, au nom du club National, je vous réitère mes remerciements, et à vous mesdames, je me permets d'en offrir de tout particuliers pour l'encouragement que vous n'avez cessé de nous témoigner dans le passé et pour la faveur toute spéciale que vous nous faites ce soir en répondant en aussi grand nombre à l'invitation de M. Rouilliard

CLUB NATIONAL DE MONTRÉAL

Cher Monsieur Rouilliard,

Soyez fier de votre conférence ; elle a eu un véritable succès.

Sans vouloir imposer à nos chefs le prosélytisme de l'Annexion, de l'Indépendance, ou d'aucun autre système déterminé, nous faisons, en principe, un accueil favorable, à l'expression des idées nouvelles, si bien représentées dans votre ouvrage.

Ces diverses idées se recommandent fortement à l'attention publique, en ce qu'elles contiennent le germe d'une réaction contre le triste état de choses dont la masse du peuple souffre au profit d'une certaine oligarchie et dont vous me permettrez de dire, ici, quelques mots.

Nous avons poussé comme le grain du sénevé.

Dans un peu moins d'un siècle et demi, soixante mille pauvres diables en ont engendré deux millions d'autres.

La moitié de ce nombre est aux Etats, l'autre gémit en attendant l'occasion d'y aller.

A l'ombre de nos clochers, on se jalouse, on se dénonce, on se massacre, on s'abrutit, on crève de faim ; c'est un fait constant, le public se l'avoue.

Cependant, comme s'il chérissait ses maux ou avait honte de son impuissance à les guérir, il crie *raca* à qui ôse les lui signaler. D'un autre côté, ayant nourri, favorisé a cœur-joie, les multiples causes de notre déchéance, nous nous plaignons des anglais parce qu'ils nous aident aujourd'hui à en assurer les effets.

Prétendrions-nous, par hasard, qu'ils eussent, pour le salut de nos intérêts, plus de zèle que nous n'en avons nous-mêmes ?

On se livre, ils nous prennent, c'est logique. Bien plus, aujourd'hui, c'est fatal : l'homme de cœur qui tente de se soustraire et de soustraire les siens à la servitude, est un toqué, un gâteux qu'ont bien vite fait de replonger dans l'ombre les vautours de toutes nuances, intéressés à ce que la nation soit cadavre, parce qu'ils vivent de charogne.

Ainsi, la sujétion étant devenue pour nous un état normal autant que sacré, revêt nos droits d'apparences criminelles, aux yeux mêmes des ministres préposés à leur défense, et qui, en les faisant valoir, perdraient une position qu'ils doivent uniquement à leur longue habitude de les sacrifier.

Le patriotisme a beau leur rappeler en des tirades sonores l'exemple

des ancêtres, la noblesse du sang qui nous anime ; le moins que puissent faire les défenseurs-nés de robin-mouton, c'est de s'enfuir éperdus, avant même que le loup ait montré la tête.

On nous pensait soldats ! nous l'étions aussi ; le drapeau de Carillon appartient à l'immortalité.

Mais dès que nous eûmes dit adieu à la France et que nos généraux eurent fait place aux soudards officieux qui nous mènent depuis ; dès que ceux-ci eurent inauguré en notre nom la flétrissure des patriotes avec l'apothéose du conquérant, dès ce moment, les Césars sont devenus Laridons, la fleur de la passivité a rempli tous nos jardins et l'ère de la poltronnerie nationale a commencé.

A l'heure actuelle, les Anglais sont tellement détrompés sur notre compte, qu'ils ont pour nous une estime égale à celle du lion pour l'âne chassant. "Sais-tu, disait le lion, que ta voix est épouvantable, et qu'à " t'entendre crier, moi-même, tout lion que je suis, j'aurais peur de " toi.....si je ne te connaissais pas ?

Il faut donc plus que des clameurs, il faut des œuvres. Pouvons-nous en espérer ?—Oui.

Sous la cendre qui nous couvre, on trouvera encore une étincelle de feu sacré ; qu'on la ravive au soufle de la liberté et de la raison, comme au souvenir de la patrie française et l'on aura bientôt reconstitué le foyer ardent où se forgèrent autrefois nos grands caractères historiques.

Former le caractère de la jeunesse à la lumière d'une saine pédagogie, voilà le secret de l'avenir. Les merveilles consignées dans les fastes de l'humanité ne s'expliquent guère autrement.

Votre tout dévoué.

WILFRID LAROSE.

Montréal, 18 mars 1893.

OPINION DE LA PRESSE

(De *La Patrie*, samedi 18 Mars 1893)

Hier soir, les vastes salles du Club National étaient littéralement remplies d'un auditoire des mieux choisis et pressé d'entendre le magnifique ouvrage de M. J. B. Rouilliard sur l'"Union Continentale." Les dames y assistaient en très grand nombre.

Sur les murs et surtout au-dessus du fauteuil présidentiel, on remarquait des guirlandes de fleurs naturelles et des tentures multicolores entremêlées de divises patriotiques.

A 8 heures, M. Wilfrid Larose, avocat, et vice-président du Club, appelé à la présidence ouvrit la séance et présenta M. Rouilliard à l'assemblée.

Pendant deux heures, le savant conférencier a tenu ses auditeurs sous le charme de sa parole éloquente et vibrante du plus pur patriotisme. L'histoire, la politique, la philosophie sociale furent les thèmes principaux de ce travail élaboré qui fait à son auteur le plus grand honneur.

Comme l'orateur achevait son discours, il se produisit un charmant incident. Six jeunes filles vêtues de bleu, de blanc et de rouge, débouchèrent sur la scène par une salle latérale et du haut de la tribune présidentielle, exhibèrent aux spectateurs enthousiasmés, le modèle d'un drapeau national préalablement décrit et proposé par l'orateur à ses compatriotes.

M. Rémi Tremblay, rédacteur en chef de la PATRIE et ancien compagnon d'armes de M. Rouilliard dans la guerre de sécession récita ensuite sur invitation spéciale et aux applaudissements de la foule, une superbe pièce de vers de sa composition, touchant les faits remarquables de sa campagne militaire. M. le président remercia ensuite le savant conférencier pour le brillant ouvrage qu'il avait offert au club, et dans un discours empreint d'une véritable éloquence, et souvent interrompu par des applaudissements, il dit que la tribune du Club National était une tribune libre ; que sans vouloir devancer ni contredire par l'adoption immédiate d'aucun système nouveau les chefs politiques en qui il avait confiance, le club, comme école préparatoire à la politique active en ce pays, avait besoin que toutes les opinions fussent exposées et discutées parmi ses membres, et il exprima l'espoir que si bientôt, le Canada requérait un

Jefferson ou un Patrick Henry, il s'en trouverait parmi nos hommes politiques.

Bref, la séance d'hier soir compte parmi les plus intéressantes dont les annales du Club National fassent mention.

Nos sincères félicitations.

(*Le Monde*, samedi le 18 mars 1893)

La conférence donnée hier soir sur l'Annexion par M. J. B. Rouilliard a été très applaudie par un public choisi. Ceux qui sont hostiles à l'idée en sont revenus en disant " qu'un bon avocat peut faire d'une mauvaise cause, une cause qui paraisse excellente." On ne peut adresser de meilleur compliment au conférencier.

(*La Presse*, samedi 18 Mars 1893)

M. J. B. Rouilliard a donné hier soir, au club National, une conférence sur l'annexion devant une salle assez nombreuse. Les dames étaient en grand nombre dans l'auditoire.

Comme couronnement de sa conférence, M. Rouilliard a proposé le futur drapeau Canadien-français: aux trois couleurs, au milieu le clocher paroissial surmonté du coq gaulois; au-dessus le ciel étoilé. Le drapeau était porté par de jeunes filles vêtues de rouge, de blanc et de bleu On a présenté des bouquets au conférencier. M. Rémi Tremblay a lu un poème de sa composition rappelant un épisode de la guerre de sécession à laquelle il a pris part, ainsi que M. Rouilliard.

M. Wilfrid Larose, vice-président du club National, a clos la séance par des remerciements à MM. Rouilliard et Tremblay.

(Montreal *Daily Herald*, Saturday, March 18, 1893)

Mr. J. B. Rouilliard delivered a lecture on "annexation" in the club National Hall last evening. Mr. W. Larose, vice-president of the club, presided. The hall was filled with young Liberals and many Conservatives. There were also many ladies present. Mr. Rouilliard spoke for

nearly two hours and concluded in favor of annexation. He depicted the present position of the province and claimed that the French Canadians in the United States were more prosperous than in Canada. "We must annex the whole country to save the race" was the leading theme of his discourse. Emigration was killing the French influence in Canada. Annexation would save it. At the conclusion of his remarks six young girls gaily attired appeared on the stage with a flag, which Mr. Rouilliard claimed should be that of the new State of Quebec. The flag was the tricolor reversed with wreaths of maple leaves and stars and cross. The lecture was repeatedly applauded.

(*The Montreal Daily Star*, March 18, 1893)

Mr. J. B. Rouilliard gave a lecture last evening under the auspices of the Club National in their hall on Notre Dame street on "Annexation." Mr. Wilfrid Larose, vice-president of the Club, occupied the chair and the hall was well filled, many ladies being in the audience. Mr. Rouilliard declared himself openly in favor of annexation to the United States, stating that the sooner that change would be brought about the better it would be for Canada. As it was, thousands of Canadians emigrated every year to the Republic and found good homes there. The French-Canadians of the United States preserved their language and customs and where every day becoming more and more influential. Confederation, he claimed, had been a failure, as the provisions made for the protection of the rights of the minorities were entirely disregarded. He instanced the case of Manitoba where French-Canadians denied separate schools and the official recognition of the French language. Canada was now entirely at the mercy of a number of capitalists who kept the people poor. The immigration policy of the Dominion Governement would soon fill up the country with people from foreign countries, while the native population was slowly disappearing. It was better that they should bring their country with them into the Union than leave it behind. The lecturer concluded by introducing some young girls carrying a tricolor flag reversed, with wreaths of maple leaves and stars. This, he declared, would be a suitable flag for Canada if it should decide to join the Union. Though certain portions of the address were applauded, very little enthusiasm was manifested.

(Le Monde Illustré, 1er Avril 1893*)*

Il s'est donné, vendredi, le 17 mars, dans la grande salle de réunion du club National, une conférence qui n'a pas manqué d'avoir un certain retentissement. Ce résultat ne nous laissait aucun doute, depuis que nous avions reçu la carte de faire part. Tout l'annonçait : le sujet même de la lecture : *L'union continentale*, et le nom du conférencier, M. J. B. Rouilliard. qui s'est spécialement affirmé en la matière par sa récente polémique sur ce sujet avec M. François Tujague, publiciste de la Nouvelle-Orléans.

Nous avons regretté beaucoup les circonstances qui nous ont empêché de nous rendre à la gracieuse invitation. Sur ce que nous en avons ouï dire, sans partager toutes les opinions du conférencier, nous lui offrons nos compliments de son judicieux travail.

LE NATIONAL

JOURNAL - LIBERAL - INDEPENDANT

A la Campagne - - - $1.00 par Année
A Montréal et aux Etats-Unis, $1.50 "

LE JOURNAL HEBDOMADAIRE LE PLUS COMPLET DU CANADA

IMPRIMÉ PAR

LA CIE D'IMPRIMERIE DESAULNIERS

22 Rue St-Gabriel, MONTREAL

LA LIBRE PAROLE

FEUILLE INDEPENDANTE

PARAIT TOUS LES SAMEDIS

CHAQUE NUMÉRO CONTIENT UNE ROMANCE, PAROLES ET MUSIQUE

GRAVURES, PORTRAIT, DESSINS DE MODES, CARICATURES

Abonnement : $1.00 par an, une demie piastre pour six mois. 25 cts pour trois mois. Deux centins le numéro.

BUREAUX :

No. 1588 Rue Notre-Dame

MONTREAL

POUR TOUT CE QUI CONCERNE LES MINES DANS LA PROVINCE DE QUEBEC . .

S'ADRESSER À

M. J. B. ROUILLIARD

86A RUE CHAMP-DE-MARS

MONTREAL

M. ROUILLIARD A ÉTÉ L'INSPECTEUR-GÉNERAL DES MINES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC PENDANT DIX ANS, CELA LUI A FOURNI L'OCCASION DE CONNAITRE LES LOCALITES OU SE TROUVENT LES MEILLEURES MINES ET D'ETUDIER SUR PLACE LES DIFFERENTS SYSTEMES D'EXPLOITATION . . .